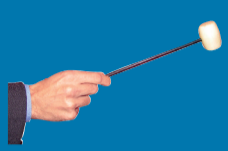


Les ventes aux enchères P. 19-21



Un homme discret

Paul Nahon est le fondateur d'Intelligence Media Connect, la première régie publicitaire indépendante du Sud-Ouest. Après trente-deux années passées dans le rôle de chef d'orchestre, l'homme n'a pas l'intention de raccrocher. P. 24

À Vaissac, un amour de van

Le tarn-et-garonnais Van Mania connaît un bel essor depuis que le van est devenu plus qu'une façon de se déplacer, un art de vivre. P. 4

Koovea lève 2,5 M€

La jeune pousse héraultaise a vu son activité décoller pendant la crise sanitaire. P. 8

Experts-comptables, les essentiels

Retour sur le 76^e congrès de l'Ordre à Bordeaux P. 3

6 pages d'annonces légales
Pages 13 à 18

Paul Boyé Technologies sur tous les fronts

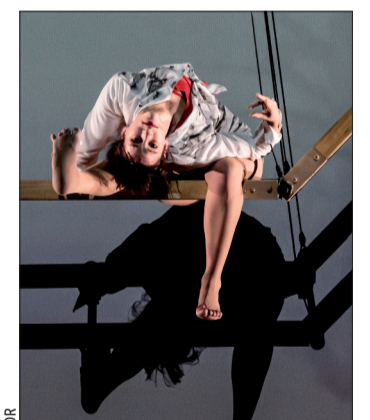
Paul Boyé Technologies vient de lancer la commercialisation d'un nouveau masque anti-covid, le BioX® qui détruit le virus SARS-CoV-2 et ses variants par contact. Disponible en deux versions et destiné à un large public, il vient compléter la gamme de masques de protection développée en interne par l'industriel haut-garonnais. Depuis le début de la pandémie, l'ETI familiale, basée à Labarthe-sur-Lèze, a en effet produit dans ces différents sites quelque cent millions de masques. Une production aujourd'hui divisée par deux du fait de la baisse de la demande. L'industriel, qui figure parmi les leaders mondiaux dans le domaine de la protection NRBC (nucléaire, radiologique, biologique, chimique) – il est l'unique fournisseur français d'équipements de protection des 250 000 policiers et gendarmes de l'Hexagone –, entend bien pérenniser l'activité et mise sur l'innovation pour remporter de nouveaux marchés. P. 6 & 7



LYDIE LECARPENTIER

M3 Systems accélère sur le créneau automobile

Le groupe haut-garonnais M3 Systems spécialisé dans les systèmes de localisation et de navigation par satellite (GNSS), la gestion du trafic aérien (ATM) et la conception de drones de grande élancement, poursuit la diversification de ses activités. Basée à Lavernose-Lacasse, la PME vient de faire une belle percée sur le marché automobile en signant des contrats importants avec des acteurs chinois, américains et russes. Le développement du véhicule autonome devrait booster son développement. P. 5



Circa 2021

Auch accueille Circa, festival international du cirque, dont chaque édition offre une vision toujours renouvelée de l'art circassien. Gersois d'adoption Wynton Marsalis est à la Halle aux Grains. Tandis que les Abattoirs ouvrent leurs cimaises à la déconnatrice. P. 23



Votre engagement et notre savoir-faire au service de nos emplois.

Rejoignez-nous !

Avec Réseau Entreprendre j'agis pour être acteur d'un monde qui change

Les mobilités à Toulouse



5,59 M€ en faveur des mobilités à Toulouse

Parmi les lauréats du 4^e appel à projets transports collectifs en site propre (TCSP) et pôles d'échanges multimodaux lancé par le ministère de la Transition écologique, trois projets de l'agglomération toulousaine ont été retenus. Il s'agit de la ligne Linéo 12 Borderouge – Rangueil (1,59 M€, 17 % du coût du projet); de la ligne express Muret – Toulouse Basso-Cambo (2,13M€, 16 % du coût du projet); et du Pôle d'échange métropolitain de Basso-Cambo (1,87M€, 14 % du coût du projet). Ce soutien de l'État complète l'enveloppe financière de 200 M€ accordée en avril pour le financement de la 3^e ligne de métro.

Accélération de la reprise



Accélération de la reprise

Au deuxième trimestre 2021, l'emploi salarié a nettement progressé en Occitanie comme dans le reste de la France. La région compte 27100 emplois de plus qu'au trimestre précédent, soit une hausse de 1,3 %. L'emploi dépasse son niveau d'avant-crise de 1,0 % en Occitanie avec 21500 emplois de plus par rapport à fin 2019. Sur le 2^e trimestre, l'emploi augmente très fortement dans l'hébergement-restauration où 11700 emplois ont été créés. Il continue à progresser dans le commerce et les services aux entreprises et aux particuliers et se stabilise dans l'industrie et la construction. Néanmoins, le taux de chômage reste stable et les demandeurs d'emploi demeurent plus nombreux qu'avant la crise, selon l'Insee.

Vélo en libre-service



Vélo en libre-service : baisse du nombre de locations

Selon l'AUAT qui publie une étude sur les mobilités dans l'agglomération toulousaine, le nombre d'abonnés longue durée à Vélo Toulouse, location de vélo en libre-service, baisse depuis trois ans. Il est passé de 47 088 en 2018 à 46 750 en 2019, puis 45 977 l'an dernier. En 2020, on dénombrait 8 252 locations quotidiennes (soit trois millions de locations sur l'année) contre 10 749 un an auparavant et 11 315 en 2018. Depuis 2007 et la mise en service de Vélo Toulouse, 100 000 000 km ont été effectués au total. La distance parcourue en moyenne pour chaque déplacement s'élève à 2,2 km soit 16 minutes de trajets.

Laura Poillet-Perez. La jeune chercheuse vient de recevoir un des prix Jeunes Talents de la fondation L'Oréal-Unesco Pour les Femmes et la Science.



JEAN-CHARLES CASLOT - FONDATION L'ORÉAL

La recherche dans le sang

« Rendre les femmes scientifiques visibles, les accompagner et contribuer à leur valorisation au sein de la recherche », c'est ce que tente de faire depuis 15 ans la Fondation L'Oréal, avec l'appui de l'Académie des sciences et de la Commission nationale française pour l'Unesco, à travers les prix Jeunes Talents. « Le regard et l'expertise des femmes sont absolument nécessaires pour construire un monde résilient, durable et inclusif, explique en effet Alexandra Palt, DG de la Fondation L'Oréal. Il faut que les femmes puissent occuper la place qui leur revient dans la recherche, car les biais de genre limitent la portée et l'impact des découvertes d'avenir ». De fait, les femmes représentent 33 % des chercheurs dans le monde et 28 % en France. Dans l'Hexagone justement, la fondation a récompensé cette année, 35 chercheuses d'exception, parmi lesquelles une Toulousaine d'adoption, Laura Poillet-Perez dont les travaux, menés au sein du laboratoire du Dr Jean-

Emmanuel Sarry, Metamal, au centre de recherche en cancérologie de Toulouse, portent sur les mécanismes impliqués dans la résistance des leucémies aux thérapies. Originaires de Montbéliard, la jeune femme, passionnée par la biologie, a effectué son parcours universitaire à Besançon où elle a obtenu un master en biologie, poursuivi par une thèse en biologie du cancer. Elle s'intéresse plus particulièrement à l'autophagie, un mécanisme physiologique de destruction de la cellule par ses propres lysosomes dont la dérégulation est notamment impliquée dans des maladies neurodégénératives ou le cancer. Pour son post-doctorat, Laura Poillet-Perez fait le choix de partir aux États-Unis où elle travaillera pendant près de cinq ans au sein du Rutgers Cancer Institute of New Jersey, aux côtés d'Eileen White, une sommité dans ce domaine, devenue pour le coup son mentor, parce qu'à la fois « femme en sciences, reconnue et respectée par ses pairs, directrice de son propre labo, à la tête de

différentes institutions, mère de famille et chef d'entreprise, détaille Laura Poillet-Perez. J'étais vraiment honorée de travailler dans son laboratoire. » Rentrée en France en 2020, elle a rejoint l'équipe du Dr Sarry pour poursuivre ses travaux et tenter de comprendre l'implication de l'autophagie dans la résistance thérapeutique des leucémies. « Ce qui m'importe dans ce que je fais, c'est que cela ait un sens. Même si les recherches que nous menons n'aboutissent pas tout de suite, j'ai l'impression d'apporter ma petite pierre à l'édifice et que ce que je fais aujourd'hui aidera peut-être d'autres chercheurs dans quelques mois et, on peut l'espérer, aboutira à de nouveaux traitements dans quelques années. » Les 20000 € de dotation du prix Jeunes Talents lui permettront de financer sa participation à des congrès internationaux pour présenter ses recherches ainsi que certaines expériences très coûteuses, ajoute celle qui se rêve déjà à la tête de son propre labo.

AGNÈS BERGON

Ils bougent



JULIEN CALAMOTE, NOUVEAU DIRECTEUR MARKETING ET DIGITAL D'IRRIJARDIN

Leader français de l'équipement de piscine et de spa, le haut-garonnais Irrijardin poursuit le développement de son pôle digital et marketing avec la création d'une direction dédiée à la tête de laquelle a été nommé Julien Calamote. Diplômé de Sciences Politiques à Montréal (Canada) en 2008, Julien Calamote est passionné depuis ses débuts par les problématiques liées à l'e-commerce et au marketing digital. Il a créé plusieurs sites d'e-commerce et a accompagné différentes entreprises dans leur stratégie digitale. Choisi pour ses compétences transverses notamment à l'international, il a rejoint Irrijardin en 2018 tout d'abord au pôle digital avant de reprendre les rênes de la partie marketing du groupe. Le Toulousain de 36 ans est donc désormais à la tête de la nouvelle direction marketing et digital dont les équipes sont passées en trois ans de 4 à 16 collaborateurs. Il aura pour mission de développer la partie e-commerce et d'accompagner Irrijardin dans son déploiement à l'international. Basé à Noé, Irrijardin vient d'ouvrir sa 120^e franchise. Après une croissance de 17 % en 2020 malgré la crise, Irrijardin ambitionne d'atteindre un CA de 149 M€ cette année, soit +25 % par rapport à 2020.



ARNAUD THERSIQUEL NOMMÉ DIRECTEUR DE CABINET DE TBS EDUCATION

Arnaud Thersiquel rejoint la business school toulousaine en tant que directeur de cabinet, afin d'accompagner Stéphanie Lavigne dans ses fonctions de directrice générale et le déploiement de la stratégie de l'école. Diplômé du programme Grande École de Toulouse Business School (TBS) en alternance chez Thales Avionics en 2013, il crée, cette même année, Ateliers Tersi, éditeur de chaussures pour femmes. En 2016, il cofonde At Home, communauté d'entreprises et opérateur d'espaces de travail partagés qu'il dirige pendant six ans. Âgé de 31 ans, Arnaud Thersiquel est également impliqué dans le collectif Toulouse is AI, qui rassemble l'écosystème toulousain de l'intelligence artificielle.

ÉVÉNEMENT

Experts-comptables, « les essentiels de l'économie »

Expertise comptable. Le congrès national des experts-comptables, qui s'est tenu du 6 au 8 octobre à Bordeaux, a été l'occasion de réaffirmer, plus que jamais – et après un an et demi de crise – qu'ils sont des acteurs majeurs et vitaux pour l'économie française.

Placé sous le thème « essentiel » de la relance, le 76^e congrès de la profession comptable, a été incontestablement une réussite tant au niveau de l'organisation impeccable que de la qualité des intervenants. Des personnalités aussi emblématiques que le symbole de la distribution moins chère Michel-Édouard Leclerc, l'ancien ministre de l'Économie Michel Sapin, l'ancien président de la République Nicolas Sarkozy ou encore l'animateur télé à l'immobilier Stéphane Plaza se sont succédé pour décliner leur vision de l'économie. Plus de 4 500 professionnels avaient fait le déplacement à Bordeaux quand 1 000 ont suivi le congrès en distanciel. « C'est le plus grand congrès que nous ayons organisé en province et celui qui a généré le plus gros chiffre d'affaires », a précisé le président du Conseil supérieur de l'Ordre des experts-comptables (CSOEC) Lionel Canesi.

PRÉPARER POSITIVEMENT LE MONDE D'APRÈS

Pour cause de crise sanitaire le congrès n'ayant pas eu lieu en 2020, le congrès 2021 était particulière-

Pour Lionel Canesi, l'objectif de ce congrès a été largement atteint : les professionnels ont parlé haut et fort à leur environnement, au monde économique et ont réaffirmé leur rôle plus que jamais majeur dans l'économie française. « On nous croyait bientôt détruits par l'ubérisation, cette crise a au contraire démontré toute notre utilité », a déclaré le président du CSOEC.

Quand on lui demande s'il n'est pas un peu triste qu'il ait fallu une crise pour démontrer leur utilité, Lionel Canesi répond lucide et fataliste : « C'est comme ça, les experts-comptables se sont révélés dans la tempête car il faut se souvenir que l'on était en pleine déflagration lors du premier confinement. Nous avons agi dans l'urgence pour sauver des entreprises, nous avons rassuré nombre d'hommes et de femmes ». Voyant le verre à moitié plein, le président a rappelé aussi le rôle qu'ont joué les experts-comptables pour faire remonter les dysfonctionnements au gouvernement de certaines mesures telles que le casse-tête des premiers fonds de solidarité.

« Ce qu'il faut retenir aussi, c'est que c'est le premier congrès où l'on n'a pas simplement parlé de nous



4 500 professionnels ont fait le déplacement à Bordeaux.

venin, le relèvement des seuils n'avait aucun sens et nous avons bien sûr perdu des mandats mais deux ans après l'adoption de la loi Pacte, je peux dire que les chiffres d'affaires sont en légère croissance », indique Yannick Ollivier.

Pour mémoire, la profession de commissaire aux comptes a été mise à mal par le relèvement des seuils d'intervention, dont les effets sur l'activité commencent à se faire sentir. Yannick Ollivier souhaite que les missions des CAC évoluent pour répondre de façon plus pertinente aux besoins des entreprises et en particulier de celles pour qui le commissariat aux comptes est devenu facultatif. Ces évolutions s'articulent autour de propositions de la Compagnie nationale pour « renforcer le positionnement particulier de l'auditeur à la frontière du droit et de l'économie, qui garantit la confiance dans les informations communiquées par les entreprises et alerte sur les risques. » En somme, cette loi Pacte a contraint les professionnels à clarifier leurs missions dans les TPE-PME. « Les CAC ne sont pas là pour faire du conseil », a lancé le président de la CNCC quand le président du CSOEC a rétorqué : « Le conseil c'est nous ». Voilà qui est clair et qui éclaire sur les rôles distincts des experts-comptables et des CAC. Face à ces mutations irréversibles, les professionnels se projettent déjà dans l'économie de demain. Et l'économie d'aujourd'hui et de demain, c'est le plan de relance dans lequel

les experts-comptables prennent toute leur part.

POUR UNE EXONÉRATION DES HEURES SUPPLÉMENTAIRES

Le congrès a été clôturé en présence d'Alain Griset, secrétaire d'État chargé des TPE-PME venu dérouler son plan pour les indépendants que le président Macron avait annoncé il y a quelques semaines. « Ce plan est un signe de reconnaissance que la Nation veut adresser aux entrepreneurs », a affirmé le ministre. À cet égard, Lionel Canesi a rappelé que plusieurs mesures de ce texte de loi ont été portées par le

CSOEC, comme l'amortissement fiscal du fonds de commerce ou le statut unique de l'entrepreneur. Les professionnels ont d'ailleurs enfoncé le clou en remettant au ministre un livre blanc énumérant de nouvelles propositions pour relancer l'économie française, des pistes déclinées en sept chapitres parmi lesquels : le financement des entreprises, la relance de la consommation, l'investissement, la liberté de choix du statut social et aussi l'exonération des heures supplémentaires... Un souvenir des années Sarkozy qui avait fait ses preuves. « Les mesures qui marchent sont simples et l'exonération des heures supplémentaires avait fonctionné », souligne Lionel Canesi. Cette proposition sur les heures supplémentaires est aussi un moyen de pallier les difficultés structurelles de recrutement qui se posent plus que jamais dans divers secteurs de l'économie y compris chez les experts-comptables eux-mêmes. « Quand on travaille avec les économistes de Bercy, nous les économistes du quotidien, nous pouvons faire de grandes choses », s'est enthousiasmé le président du CSOEC considérant haut et fort les experts-comptables comme les « essentiels de l'économie ».

Le prochain congrès aura lieu à Paris du 28 au 30 septembre 2022.

PAR VINCENT ROUSSET,
ÉCHOS JUDICIAIRES
GIRONDINS,
POUR RÉSOHEBDOECO
WWW.RESO-HEBDO-
ECO.COM



Facture électronique...

Le 15 septembre dernier, le ministre de l'Économie dévoilait un nouveau calendrier concernant l'obligation d'acceptation de la facture électronique : celle-ci a ainsi été décalée de 18 mois. Toutes les entreprises devront accepter la facture électronique au 1^{er} juillet 2024 (au lieu du 1^{er} janvier 2023). L'obligation d'émission de factures électroniques s'applique à compter du : 1^{er} janvier 2023 pour les grandes entreprises ; 1^{er} janvier 2023 pour les ETI ; 1^{er} janvier 2023 pour les petites et moyennes entreprises et les microentreprises.

Le non-respect de l'obligation d'émission d'une facture sous une forme électronique donnera lieu à l'application d'une amende de 15 € par facture. Le total des amendes est plafonné à 15 000 € par an. Pour le président national, le décalage de calendrier ne doit pas ralentir le mouvement de la profession. Comme il l'avait indiqué au congrès d'ECF à Marseille, Lionel Canesi a ainsi exhorté les experts-comptables à s'approprier jefacture.com pour que la majorité des entreprises disposent de comptes sur cette plateforme dédiée à la facture électronique. C'est un enjeu stratégique de simplification de la vie des entreprises. « La facture électronique et notre utilité dans le dispositif participent du virage numérique que l'on doit prendre », a déclaré le président Canesi qui a d'ailleurs annoncé la création prochaine d'un département Data au sein du CSOEC.



Lionel Canesi :
« On nous croyait bientôt détruits par l'ubérisation, cette crise a, au contraire, démontré toute notre utilité »

ment attendu, aussi du fait d'une envie forte des professionnels de France de se retrouver physiquement, après un an et demi de pause forcée.

Prévention des difficultés des entreprises, défi numérique, développement durable et sociétal... Durant trois jours, les professionnels, mais également des représentants du monde économique, se sont saisis de ces thématiques à l'occasion de plénières, d'ateliers et d'animations innovantes (Start zone, Cabinet de demain, Studio Fuz'experts...).

FAIRE REMONTER LES DYSFONCTIONNEMENTS AU GOUVERNEMENT

mais où l'on a parlé aussi et surtout de nos clients, les entreprises », souligne le président Canesi pour mieux affirmer le rôle tant sociétal que psychologique joué par les experts-comptables. Le congrès a ainsi été marqué par un échange fructueux, cordial et franc entre le président du CSOEC et le président de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes (CNCC), Yannick Ollivier.

DIALOGUE AVEC LES CAC

« Avec les commissaires aux comptes (CAC), on ne se marche pas dessus. Notre objectif reste d'augmenter le chiffre d'affaires global des professions », explique Lionel Canesi, lui-même également commissaire aux comptes. « La loi Pacte a été un

Loisirs. Nicolas Demazure, installé en pleine campagne, à Vaïssac, a trouvé le bon créneau pour développer son activité : il aménage des vans pour les passionnés de voyage nomade. La crise liée au Covid n'a fait que renforcer cette façon de bouger mais les clients doivent être patients... Le carnet de commandes est rempli jusqu'en octobre 2022.

Van Mania trace sa route depuis le Tarn-et-Garonne

Nicolas Demazure a créé Van Mania il y a 10 ans avant même que les vans ne deviennent une nouvelle tendance. « Je me suis lancé avec un statut d'autoentrepreneur. En cours d'année, j'avais déjà dépassé les plafonds autorisés, je suis donc passé en SARL, puis en SAS ».

L'entrepreneur a été inspiré par ses nombreux voyages et par le côté pratique du van. Il a traversé les USA, la Nouvelle Zélande... n'hésitant pas à acheter un véhicule puis à le revendre avant de changer de continent. « L'aménagement du van a suivi mon évolution de vie, s'amuse Nicolas Demazure. Avant il me fallait de la place pour transporter mon matériel de surf. Maintenant, je voyage en famille avec deux enfants. »

UN CONCEPT UNIQUE EN FRANCE

L'entreprise de Nicolas Demazure est la seule en France à proposer autant de variantes. North, South... Six kits invitent



Six kits sont aujourd'hui disponibles, pour un coût de l'ordre de 5 000 € par véhicule.



au voyage, le plus demandé est le North East permettant d'équiper un fourgon pour une famille avec deux enfants en bas âge.

Aménager un van nécessite de multiples compétences, il n'y a pas de formation. « Il faut être polyvalent, explique le dirigeant, on doit savoir faire de la mécanique, de la carrosserie. On découpe des véhicules pour y greffer des toits relevables, y poser des fenêtres, installer le chauffage, intégrer des bouches de remplissage d'eau. Il faut être

plombier, menuisier... »

Nicolas Demazure aménage en moyenne 150 véhicules par an, soit deux à trois par semaine. Il a choisi de proposer les différents packages sur quatre modèles de véhicules. « Je ne développe pas de prototype. Si on connaît bien le modèle, on le reproduit, on peut ainsi augmenter les cadences. On a voulu être rentable dès le début de l'activité ». Les kits dessinés par le fondateur de Van Mania ont été déposés à l'Inpi.

Sur Internet, les clients choi-

sissent leur aménagement, en fonction de leurs besoins en volume de couchage, de rangement. Nicolas Demazure propose aussi d'acheter des véhicules, il est partenaire de constructeurs comme Renault ou Volkswagen : « je bénéficie de tarifs intéressants, c'est pratique pour les clients qui veulent aménager le van, ils n'ont qu'un seul interlocuteur. » Sur 150 aménagements à l'année, 50 véhicules sont vendus clé en main. Nicolas Demazure a aussi développé un réseau de parte-

naires (sept pour le moment), mais n'a pas voulu de franchise : « ils sont tous indépendants, ils travaillent en nom propre et respectent notre charte Van Mania. Ils sont formés dans nos ateliers à Vaïssac, là où est installé le showroom ».

DE NOUVEAUX CHALLENGES POUR L'ENTREPRISE

« Quand j'ai démarré, j'avais le crayon sur l'oreille et la scie sauteuse à la main, » se souvient l'entrepreneur. Il a ensuite investi dans des tables à dé-

coupe numérique, des machines à 130 000 € pièce, « c'était la première fois que j'achetais quelque chose d'aussi cher de ma vie ».

Si l'activité est clairement montée en puissance ces dernières années, l'entreprise a ressenti l'effet Covid où les voyageurs ont changé leur plan et se sont approprié ce nouveau mode de vie en van. Le kit de base (ranger-dormir-cuisiner) est vendu 5 000 €. Il faut compter 35 000 € pour un véhicule aménagé sur la base d'un Renault Traffic (véhicule compris).

Avec un chiffre d'affaires de 2 M€, Nicolas Demazure entend développer son réseau de partenaires et agrandir ses bâtiments. 2022 sera marquée par de nouveaux challenges avec l'équipement d'une flotte de sept véhicules électriques commandés par un loueur national. « On va ajouter l'électricité à notre panel de compétences, le fait de basculer sur l'électrique est un vrai carrefour pour l'entreprise » se réjouit Nicolas.

DORISSE PRADAL

Actualités

HOOPER, NEO-ONE, BILLEON, RÉCOMPENSÉS AU SPORTUP SUMMIT

La 5^e édition du Sportup summit, qui s'est déroulée à Font-Romeu du 7 au 9 octobre, a rassemblé plus de 200 participants. Organisé par la Région Occitanie et l'agence régionale de développement économique Ad'Occ, avec le soutien de différents partenaires dont BPCE Allianz, Mazars, SNCF, Aesio, Eyes Up et l'Ordre des experts-comptables d'Occitanie, le Sportup summit est un concours d'idées et d'innovations dédié aux start-up de la filière sportive qui se déroule sur 48 heures. Il a réuni cette année 30 candidats, accompagnés par quelque 90 coaches. Trois start-up ont été

primées à l'occasion de l'édition 2021. Il s'agit de Hooper (catégorie Révélation), basée à Albi, qui fabrique des prothèses techniques pour les athlètes handisports à partir de déchets aéronautiques (le carbone étant récupéré chez Airbus); de Neo-One (catégorie Impulsion), basée dans le Calvados, qui développe une solution permettant de transformer n'importe quel mur en écran tactile et interactif sous forme de projection vidéo. Le coup de cœur du jury est allé à Billeon, une start-up toulousaine qui lance une plateforme de réservation de billetterie sportive, communautaire et groupée. Depuis le lancement du Sportup summit en 2016, 120 jeunes pousses ont ainsi pu être accompagnées grâce à l'appui de 450 coaches, experts de

l'accompagnement, chefs d'entreprise et sportifs de haut niveau. La Région met à la disposition de ces nouvelles pépites l'incubateur Ad'Occ Sport qui accompagne 30 projets en phase de pré-incubation, 12 entreprises en phase d'accélération et 50 en phase de croissance. En 2021, la Région a consacré plus d'1 M€ au financement de cet accompagnement.

LA REPRISE DES EXPORTATIONS DE VINS RÉGIONAUX SE CONFIRME

Après une année 2020 marquée par un net fléchissement des marchés, les exportations de vins de la région Occitanie (AOC comme IGP) affichent une augmentation de 5,91 % en volume et de 9,93 % en valeur sur les six premiers mois de l'année 2021 par rapport à la même période de l'année précédente. Elles retrouvent même leur niveau du premier semestre 2019 en valeur avec toutefois un léger recul en volume (-1,5 %). Les exportations ont notamment fortement progressé vers l'Europe avec des hausses en volume de 5,5 % vers l'Allemagne, 6,6 % vers la Belgique, 25,7 % vers le Danemark, 5 % vers la Suède et 16 % vers la Suisse. Les exportations au Royaume-Uni, devenu pays tiers depuis le Brexit, qui avaient, à contre-courant, enregistré une augmentation en 2020, affichent une forte baisse sur le premier semestre 2021 de l'ordre de 42,2 % en volume et de 27 % en valeur.



Les trois lauréats du Sportup summit 2021, Justine Routhiau fondatrice de Billeon, Victor Premaud, directeur général de Hopper et Boris Courté, fondateur de NeoXperiences qui développe Neo-One.

Agenda. La CMA de Tarn-et-Garonne propose des rendez-vous pour s'informer.

L'essentiel de la création d'entreprise en deux heures



PIXABAY

La chambre de métiers et de l'artisanat de Tarn-et-Garonne propose le 22 octobre de 14 heures à 17 heures, au tiers-lieu situé 12, boulevard Lakanal à Moissac, un atelier dédié à la création d'entreprise. Seront notamment abordées les conditions d'installation, les potentiels métiers, le statut juridique, le régime fiscal et social et les différentes aides existantes.

Cette réunion est le point de départ pour tout porteur de projet à la recherche des principales informations liées à la création ou reprise d'entreprise (étapes, aides) dans les

secteurs de l'artisanat (réglementation).

Un rendez-vous similaire sera organisé le 26 novembre à Caussade (France Services du Quercy Caussadais, 1 place de Gare) et à Valence d'Agen (Maison de l'Emploi, de la Formation et de l'Internet des deux rives, 29 avenue Jean Baylet) le 17 décembre aux mêmes horaires.

Pour ces rendez-vous, l'inscription est gratuite. Elle peut s'effectuer en ligne à l'adresse <http://cma82.fr/appui-et-developpement/reunion-din-formation-creation/>. Renseignements au 05 63 63 09 58 ou contact@cm-montauban.fr

en bref

Technologie. Le spécialiste des systèmes de localisation et de navigation par satellite poursuit la diversification de ses activités. La PME haut-garonnaise vient de signer des contrats importants en Chine, aux Etats-Unis et en Russie.

M3 Systems accélère sur le marché de l'automobile

Après le spatial et la défense c'est sur le marché de l'automobile que M3 Systems vient de faire son entrée. Une percée décisive puisque la société, créée en 1999 par Marc Pollina, vient de signer des contrats importants avec plusieurs acteurs du secteur notamment en Chine, dont l'Institut de recherche du transport intelligent et connecté (Sinat pour Shanghai Intelligent Network Automotive Technology Center) ou le constructeur Dongfeng Nissan, mais aussi outre-Atlantique où des contrats ont déjà été signés avec l'équipementier Aptiv ainsi qu'avec un grand constructeur automobile américain, et en Russie avec l'équipementier électronique Elara. L'enjeu pour la PME haut-garonnaise est désormais de concrétiser ses ambitions sur ce marché très concurrentiel.

Installée à Lavernose-Lacasse, M3 Systems développe deux principaux savoir-faire : dans le domaine du positionnement par satellite (GNSS pour Global navigation satellite system), dont le plus connu est le GPS mais il en existe d'autres dont son équivalent européen Galileo, le chinois Beidou ou le russe

Glionass. La seconde brique technologique, développée aujourd'hui depuis la Belgique où une filiale de M3 Systems a été créée en 2005, c'est la gestion du trafic aérien (ATM pour air traffic management) pour de grandes institutions telles qu'Eurocontrol.

Depuis 2013, avec le concours du Centre national d'études spatiales (Cnes), M3 Systems a développé une gamme de produits logiciels, StellaNGC, qui intègre différentes briques et en particulier un outil de simulation GNSS.

Outre ses clients historiques que sont des acteurs institutionnels des secteurs du spatial et de la défense, telle le Cnes ou la DGA, M3 Systems vise désormais avec cette suite logicielle le marché automobile, un secteur que connaît bien Florent Bournazel, directeur commercial de M3 Systems, puisqu'il a travaillé plusieurs années chez Continental après être passé chez Actia et Renault.

L'AUTOMOBILE ET LE TRAIN

De fait, la solution développée par M3 Systems intéresse « tout type d'utilisateur qui souhaite tester les performances de son outil de positionnement », détaille-t-il. C'est le



M3 Systems développe des savoir-faire dans le domaine du positionnement par satellite. Ici Florent Bournazel, directeur commercial de M3 Systems.



cas des constructeurs automobiles qui ont besoin de tester les performances du GPS embarqué. « Notre solution StellaNGC Plug & Play permet de simuler la trajectoire du véhicule et de voir comment le récepteur GNSS se comporte, à savoir s'il est suffisamment précis et fiable, ajoute Florent Bournazel. Pour des applications simples comme l'infodivertissement, il n'est pas nécessaire d'avoir un très haut niveau de performance et de fiabilité. En revanche, dès l'instant où l'on parle d'applications critiques, telles que les aides à la conduite (Adas) et les véhicules autonomes (AD), qu'il s'agisse de voiture, de drone ou de train, il est indis-

pensable de tester très finement les performances mais aussi la fiabilité de ces outils. Ces tests prennent donc de plus en plus d'importance. Or, notre solution permet d'effectuer ces tests, en amont, en laboratoire, dans la phase de design, d'implémentation et de validation-vérification du système de positionnement. »

Des marchés très porteurs, grâce au développement de l'AD, qui devraient permettre à la PME de générer de 600 à 700 K€ de chiffre d'affaires supplémentaires dès cette année. Elle a également de belles perspectives dans le ferroviaire, un secteur dans lequel elle mène des pourparlers avancés avec plusieurs

acteurs européens (italiens, français et espagnols). Elle a également noué un premier contact avec des opérateurs chinois du secteur.

Alors que les économies redémarrent, l'entreprise entend bien « bénéficier de la néocroissance du marché automobile », notamment grâce à l'essor du véhicule électrique (EV), particulièrement en Chine et aux USA « où de nombreux acteurs se placent dans la roue de Tesla et ont accès à des niveaux de financements publics ou privés très importants. Ces nouveaux entrants veulent travailler avec des acteurs capables de les accompagner au plus proche et de manière très réactive, voir

de développer des outils spécifiques à leurs besoins. » Autant de services que peut leur apporter la PME de Lavernose. « Ces nouveaux entrants nous intéressent donc doublement, à la fois parce qu'ils nous font progresser et parce qu'ils ont accès à une force de frappe financière très importante. Ils nous permettent du coup d'être d'autant plus crédibles sur nos marchés. »

L'entreprise, qui s'appuie aujourd'hui sur un réseau de partenaires locaux pour adresser ces clients à l'export, n'exclut pas de créer dans l'avenir des agences commerciales sur place, notamment en Chine.

L'entreprise haut-garonnaise, qui emploie 25 personnes, a réalisé 2,4 M€ de chiffre d'affaires en 2020. Elle forme, avec M3 Systems Belgique (10 collaborateurs), et une troisième entité, la société Boréal, le groupe Mistral. Rachetée en 2015 par Marc Pollina, Boréal est basée à Castanet. S'appuyant sur une équipe d'une dizaine de salariés, la PME développe, fabrique et exploite des drones à grande élévation à voilure fixe destinés à effectuer de longues missions qu'elles soient scientifiques, de surveillance ou cartographiques.

AGNÈS BERGON

Actualités

ATR INAUGURE SON NOUVEAU CES



Le Customer Experience Studio 100 % connecté d'ATR.

Le constructeur d'avions régionaux ATR a inauguré le 7 octobre à son siège de Blagnac, son tout nouveau Customer Experience Studio. Doté de sept caméras pilotables, d'une installation sonore haute performance, d'écrans tactiles et de dispositifs de réalité virtuelle, le Customer Experience Studio d'ATR est une première dans l'industrie aéronautique. Via une série d'expériences digitales interactives, cet espace entièrement connecté permettra à ATR de s'adresser à ses clients et parties prenantes du monde entier, de manière virtuelle ou en personne, pour une présentation 100 % personnalisable et interactive de

l'ensemble de ses produits et services – avec une attention particulière portée sur les avantages compétitifs principaux d'ATR, notamment la faible consommation de carburant et les faibles émissions de CO₂ de sa famille d'appareils. ATR a fait appel pour la conception de son studio à des compétences internes ainsi qu'à des entreprises toulousaines, dont Abaques Audiovisuel, spécialiste de l'intégration d'équipements audiovisuels et de la production de contenus multimédias.

RENDEZ-VOUS AU SALON SIANE DU 19 AU 21 OCTOBRE AU MEETT

Événement majeur de la rentrée pour l'ensemble des acteurs industriels du Grand Sud, le Siane se déroule cette année du 19 au 21 octobre au Meett. Vitrine de l'innovation, le salon est devenu au fil des ans un véritable carrefour business pour les entreprises industrielles, quel que soit leur secteur, de l'aéronautique à l'automobile en passant par la santé ou l'électronique. Plusieurs temps forts rythmeront l'événement avec notamment le 19 octobre deux tables rondes sur les thèmes suivants : à 17h10 « comment l'industrie peut-elle réussir le pari de la transition

écologique ? » et à 17h50 : « comment sortir de la dépendance aéronautique ? Quelle stratégie de transformation des modèles économiques ? Quel accompagnement financier ? » Elles seront suivies des témoignages et des retours d'expérience d'industriels de la région. Le lendemain des conférences ciblées sur l'usine du futur et les modes de travail collaboratifs, émailleront la journée. Plus d'information sur le site www.salonsiane.com

OPISTO RECHERCHE NEUF NOUVEAUX COLLABORATEURS

Le toulousain Opisto qui s'affiche comme l'un des leaders de la distribution en ligne de pièces auto d'occasion en France recrute neuf collaborateurs supplémentaires pour renforcer ses équipes business et tech dont un gestionnaire de compte parlant italien, un responsable de l'ingénierie et six développeurs seniors ou intermédiaires. Créé en 2010 par deux amis d'enfance, Opisto a développé différentes plateformes, qui permettent notamment d'informatiser les stocks de pièces d'occasion des centres VHU (véhicules hors d'usage) et des professionnels du recyclage permettant de

démocratiser l'accès aux pièces auto d'occasion auprès des particuliers et des professionnels de la réparation auto. La société Saceo, qui possède la marque Opisto, compte 35 collaborateurs, 479 centres VHU agréés et plus de 3,5 millions de pièces de réemploi disponibles sur ses différentes plateformes.

UNE SECONDE RÉSIDENCE KLEY À TOULOUSE

Le groupe Kley, propriétaire et gestionnaire de résidences de coliving pour étudiants et jeunes actifs, déjà présent dans 14 grandes villes de France, annonce l'acquisition d'une seconde résidence à Toulouse après celle de Montaudran. Située dans le cœur de la ville, elle ouvrira ses portes au premier trimestre 2022 et pourra accueillir plus de 150 nouveaux étudiants. Situé sur le Boulevard Lascrosses, ce bâtiment repris à BMF Group, actuellement en travaux, proposera, avec ses 4400 m², près de 157 logements en duplex allant du T1 au T2 au design personnalisable pour un étudiant ou pour un couple.

REMISE DES PRIX HAPPY COOP À L'OCCASION DU CONGRÈS RÉGIONAL DES SCOP

Le Domaine de Montjoie près de

Toulouse a accueilli le 8 octobre le congrès régional des Scop d'Occitanie. En attendant le 37^e Congrès national des Scop qui se déroulera en mars 2022 à Rennes, l'événement a été l'occasion de faire le point sur le développement du mouvement coopératif en région. Les 3 611 coopératives du territoire national emploient quelque 67 200 salariés. Avec une hausse de 37 % de ses effectifs entre 2017 et 2020, l'Occitanie a largement contribué au développement coopératif dans son ensemble. La région compte en effet 608 entreprises coopératives qui emploient 8 221 personnes et génèrent un chiffre d'affaires de près de 800 M€. A l'occasion du congrès régional, les prix Happy Scop ont également été attribués pour récompenser les coopératives qui se sont distinguées par leurs actions de communication originales (Hérédès, Lune Bleue), leur solidarité pendant la crise du Covid (Mobilib-Citiz Occitanie, La Fabrique du Sud), leurs actions en faveur de la réduction de l'impact carbone des bâtiments (Izuba énergies, Scic REHAB), leur capacité à animer la vie coopérative (Enercoop LR, Ecozimut) ou encore à concilier rentabilité et responsabilité énergétique (Kairos, MBC Scop).

EN IMAGES

Paul Boyé Technologies,

Sécurité. Le groupe de Labarthe-sur-Lèze est l'un des premiers fabricants européens d'uniformes, de tenues de combat et d'équipements de protection individuelle.



En plus de son siège situé à Labarthe-sur-Lèze (31), le groupe Paul Boyé compte deux autres unités de production en France : au Vernet (31), à Bédarieux (34) ainsi qu'un site industriel à Madagascar. C'est également à Labarthe-sur-Lèze que se situe la logistique du groupe, un site de 20 000 m², doté d'une grande capacité de préparation et d'expédition notamment pour les commandes de la Police nationale et la gendarmerie. Paul Boyé est l'unique fournisseur français d'équipements de protections des 250 000 policiers et gendarmes de l'Hexagone. Depuis ce site, plusieurs millions d'articles sont expédiés chaque année. Ci-dessus, l'atelier de confection de tenues opérationnelles et d'équipements de protection individuelle.



Paul Boyé évolue dans un marché de niche grâce, entre autres, à son expertise dans la production d'équipements anti feu destinés aux pompiers, de gilets par balle, de protection contre les risques bactériens pour les métiers de la santé, de tenues opérationnelles pour les militaires et les forces de sécurité. Des maîtres tailleurs réalisent également sur mesure des tenues de cérémonie et de prestige tels ces uniformes de la Garde Républicaine. À droite, le président de l'entreprise, Jacques Boyé.

EN IMAGES

présent sur tous les fronts

Depuis le début de la pandémie, Paul Boyé Technologies fabrique également des masques chirurgicaux et FFP2. La commercialisation d'un nouveau modèle biocide, issu de sa R & D, vient de débuter.



Depuis 2005, l'entreprise est l'une des rares entreprises françaises capables de produire des masques filtrants FFP2 et chirurgicaux sur le territoire grâce à sa maîtrise des assemblages par soudure à ultrasons. Pour répondre à la crise sanitaire, l'ETI a effectué l'an dernier un important effort d'investissement sur ses lignes de production de masques FFP2 et sur quatre machines dédiées aux masques chirurgicaux.

Sécialisée dans la conception et la fourniture d'équipements de protection, l'entreprise haut-garonnaise, fondée en 1904, est aujourd'hui l'un des leaders mondiaux dans le domaine de la protection NRBC (nucléaire, radiologique, biologique, chimique). L'ETI familiale emploie 280 salariés et travaille avec plus de 50 pays clients à travers le monde : en Europe, en Asie, en Amérique et au Moyen Orient. Elle a réalisé un chiffre d'affaires de 134 M€ sur l'exercice 2020-2021 clos à fin juin, les marchés publics représentant 70 à 80 % de son activité. La crise sanitaire, qui a dopé les ventes de 20 à 30 %, a également poussé Paul Boyé, comme d'autres entreprises, à se réorganiser et à investir. Des efforts financiers importants ont été faits depuis début 2020 dans les bâtiments et l'organisation logistique pour améliorer la préparation des commandes. Pendant que la France entrait en confinement, l'entreprise Paul Boyé entrait dans une période de fabrication effrénée de masques. 100 millions d'exemplaires ont été fabriqués en quelques mois, 70 % de FFP2 et 30 % de chirurgicaux. Aujourd'hui, la production a été divisée par deux, la demande ayant baissé tandis que la concurrence – via notamment les importations – reste forte. Tournée vers le futur, l'ETI veut pérenniser l'activité en mobilisant sa R & D. Elle commercialise depuis peu un nouveau masque biocide BioX® qui doit lui permettre de se distinguer de ses concurrents.

TEXTES ET PHOTOS
LYDIE LECARPENTIER



Le groupe, qui réinvestit chaque année 5 à 10 % de son chiffre d'affaires dans la R & D, vient de lancer la commercialisation de nouveaux masques biocides, sous la marque BioX®. Ils ont été testés contre le coronavirus Sars-CoV-2 par un laboratoire d'essais microbiologiques de référence puis par la DGA et validés. La réduction virale offerte par ces nouveaux masques est efficace à plus de 99 % après une heure d'utilisation. Leur port est conseillé dans les lieux à forte concentration humaine (transports, spectacles, rencontres sportives...) et pour compenser les erreurs de manipulation du masque, sources possibles de contamination. Le projet BioX avait germé après la crise du Sars-CoV-1 mais était, depuis, resté dans les cartons. Le développement de ce nouveau produit a nécessité plus d'un an de travail. Les équipes de Paul Boyé développent également en ce moment un masque transparent et de nouveaux produits de protection NRBC et balistiques.

Innovation. Basée à Montpellier, la PME développe des solutions de mesure de température à distance pour les marchés de la santé et de l'agroalimentaire.

Boostée par la crise sanitaire, Koovea lève 2,5 M€

La pépite montpelliéraine Koovea, hébergée au Business & Innovation Centre (Bic) de Montpellier, s'apprête à changer de dimension avec l'appui d'une levée de fonds de 2,5 M€ auprès d'Irdi, Sofilaro et Bpifrance. Objectifs : accélérer son déploiement commercial, doubler ses effectifs et préparer sa stratégie à l'international. La start-up développe des sondes de surveillance de température à distance, une solution tout en un disruptive qui lui a permis de multiplier par 10 son chiffre d'affaires chaque année depuis la commercialisation de son premier outil en 2019 et le dépôt de trois brevets. La PME vise 2 M€ de CA en 2021.

UNE SOLUTION PRÉVENTIVE

Adrien Content, ancien salarié d'Altran et ingénieur en informatique, et Yohann Caboni, ingénieur en électronique, ancien développeur chez Secib, ont créé l'entreprise il y a six ans suite à un constat : « Nous avons pointé une problématique au sein d'un grand laboratoire qui transportait à l'époque ses médicaments avec des *data loggers* – un enregistreur de données doté d'un capteur de



John Aldon, Adrien Content et Yohann Caboni, à la tête de Koovea.

températures intégré – posés sur les palettes. Arrivée à destination, la clé était branchée à un ordinateur pour vérifier la température. Avec cette technologie, l'entreprise couvrirait le risque de devoir tout jeter dans le cas où les températures n'avaient pas été respectées, engendrant ainsi du gaspillage et des coûts conséquents. Grâce à nos expériences complémentaires, nous avons décidé de proposer une solution préventive, plus efficace – la précision de mesure est à 0,02 degré près – et simple d'utilisation », explique Yohann Caboni, directeur général de Koovea. Après trois ans de recherche, en parallèle de leurs emplois

respectifs, en 2018 les deux amis décident de fonder la structure et de commercialiser une solution non filaire intégrant des capteurs intelligents, un routeur connecté et une plateforme de suivi de température permettant d'assurer le respect de la chaîne de froid en temps réel.

UNE INNOVATION PRIMÉE

Depuis son lancement, la solution Koovea a reçu des prix dont le CES@ 2019 Innovation Award dans la catégorie Fitness, Sport and Biotech. « À ce moment-là, d'autres solutions apparaissaient sur le marché. Mais au-delà d'une technologie, nous avons proposé un service pour aider nos clients à



L'entreprise héraultaise veut accroître ses marchés à l'étranger.

automatiser le suivi de température, c'est ce qui fait notre valeur ajoutée », ajoute-t-il.

Parmi la centaine de clients qui constituent le portefeuille de Koovea, figurent les principaux acteurs de la santé tels que les transporteurs spécialisés, les laboratoires d'analyse médicale (stockage et transport), les centres hospitaliers, les cliniques, les pharmacies, etc. « qui obéissent à des normes très strictes », mais aussi des opérateurs de l'agroalimentaire, un secteur qui génère 30 % du chiffre d'affaires de l'entreprise. « En cinq minutes, le client peut installer la solution. Nous le formons en une heure. Il est alors autonome, ce qui a représenté un

bel avantage pendant la crise. Nous avons pu créer une chaîne logistique en un temps record : en une semaine nous étions opérationnels. »

Koovea sort ainsi gagnant de la pandémie de Covid-19, qui a nécessité le transport de millions de doses de vaccins. La crise a même été, pour la pépite, un accélérateur, entraînant une progression de 20 % de son activité, dans un premier temps sur le marché national, puis désormais hors des frontières hexagonales. « Au début de la crise, nous nous sommes concentrés sur le marché français. Maintenant que la vaccination a bien avancé, nous travaillons désormais avec des pays émergents,

en Afrique et Amérique Latine, qui mettent en place leur chaîne logistique. » D'autres actions sont par ailleurs bien amorcées, notamment avec une ONG américaine qui déploie au Congo la vaccination, en phase d'essai clinique, contre le virus Ebola, mais également au Chili, en Inde et au Moyen-Orient. En parallèle, la jeune pousse entend bien conquérir d'autre part de marché en France et conforter ainsi sa position de leader.

Forte pour l'heure de 25 collaborateurs, la PME, qui compte désormais un troisième associé, John Aldon, envisage de doubler ses effectifs d'ici l'an prochain. « La moitié de nos équipes est affectée à la R & D car nous concevons le design chez nous et la production est également réalisée sur le territoire occitan, ce qui nous permet d'afficher l'étendard made in France. Après avoir déjà augmenté nos effectifs l'année dernière, nous allons lancer une seconde vague de recrutements : des ingénieurs commerciaux, des spécialistes de la communication, du marketing, etc. », précise Yohann Caboni. Le groupe espère ainsi maintenir son rythme de croissance à deux chiffres.

JENNIFER LEGERON

Vos dons agissent pour les animaux

En 2021, votre générosité a permis d'obtenir l'interdiction de l'élevage d'animaux en cage d'ici 2027. Grâce à vous, la protection et le bien-être animal continuent d'être de plus en plus considérés en France et dans le monde. **Merci !**

À CHAQUE DON SON ACTION
Découvrez comment agir sur www.vosdonsagissent.fr

Opinions

PAR BENOIT GRUNEMWALD, expert en cyber sécurité, Eset France

Facebook : se protéger face au colosse aux pieds d'argile

Après avoir subi la panne la plus importante de son histoire le lundi 4 octobre, Facebook est aujourd'hui soumis à des rumeurs de piratages sur les données de ses utilisateurs. Comment alors protéger vos données sur les applications du groupe et tout autre réseau social ?

Plus vous partagez d'informations en ligne, plus vous risquez d'être dans le viseur des attaquants. Certes, l'envie d'échanger avec le monde n'a rien de nouveau. Ce comportement reflète le désir humain de se connecter avec les autres. On peut donc dire que le problème ne réside pas tant dans le partage numérique mais dans le type d'informations nous pouvons partager, à moindre risque.

De nombreux utilisateurs n'ont pas pleinement conscience des risques auxquels ils s'exposent en partageant des informations personnelles en apparence inoffensives sur les réseaux sociaux.

En outre, ces utilisateurs ont tendance à utiliser plus d'une application de ce type. En conséquence, les attaquants peuvent construire un profil assez riche des internautes en rassemblant des informations glanées à partir des profils et des activités sur les différents



réseaux. Saturés de renseignements personnels, les médias sociaux sont devenus des terrains de chasse parfaits pour les cyber malfaiteurs.

COMMENT SE PRÉMUNIR ?

Quelles mesures prendre pour contrer les risques découlant du partage numérique excessif ? Pour commencer, vous pouvez vous assurer de bien gérer les paramètres de confidentialité de vos profils sur les réseaux sociaux. Il est important de noter que, dans la mesure du possible, il est généralement préférable de limiter le nombre de personnes qui peuvent voir ce que vous êtes en train de faire.

Malgré tout, il existe toujours un risque que vos données person-

nelles soient exposées à des regards indiscrets. En fait, dès que vous postez quelque chose, vous n'avez aucun contrôle sur ce que les autres en font. En gardant cela à l'esprit, vous préférerez peut-être limiter l'information que vous affichez ou téléchargez, en particulier les informations qui pourraient vous rendre vulnérable. Il vaut mieux, par souci de sécurité, vous abstenir d'afficher quoi que ce soit que vous ne voudriez pas que le public voie. Mettez-vous à la place des attaquants : l'information que vous divulguerez pourrait-elle les aider à vous atteindre ? Si c'est le cas, ne la partagez simplement pas, avec qui que ce soit.

Ne partagez aucune information que vous ne pourriez dire à un inconnu dans la rue. Et cela va bien

au-delà de votre code confidentiel de carte de crédit. Votre date de naissance pourrait permettre de connaître votre numéro de sécurité sociale, une vidéo dans votre jardin pourrait permettre de deviner votre adresse ou encore la photo de votre nouvelle voiture laisse apparaître votre plaque d'immatriculation...

Soyez des plus sceptiques face aux inconnus qui souhaitent devenir vos amis en ligne.

Idéalement, n'acceptez que les demandes d'amitié ou de connexion de personnes que vous connaissez dans la vie réelle. Internet est truffé de fraudeurs qui ont l'intention de vous extorquer de l'argent par le biais de toutes sortes de stratagèmes. Ou ils peuvent simplement cambrioler votre maison après que vous ayez annoncé votre départ en vacances au monde entier, laissant votre demeure vide et donc, vulnérable.

Il s'agit au fond d'un problème entre êtres humains, malveillants ou victimes. La clé réside dans votre sensibilité à la sécurité et dans l'équilibre que vous trouverez dans votre partage d'informations. Nous sommes des êtres sociaux, mais socialisons de façon responsable.



Souffle

L'idée avait fusé en juin à l'issue d'une rencontre avec Chantal Arens, Première présidente de la Cour de Cassation et François Molins, Procureur général près la Cour de Cassation, respectivement présidents des formations siège et parquet du Conseil supérieur de la magistrature. Le président de la République avait alors décidé de lancer les États Généraux de la Justice. Ce sera chose faite lundi à Poitiers. Voilà donc (à nouveau ?) ouvert le grand chantier de la justice. Du moins sur le papier.

Qu'attendre de ce nouveau rendez-vous alors que les réformes se sont succédé à un rythme soutenu ces dernières années ? Depuis la réforme de la carte judiciaire jusqu'au très récent projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire en passant par la loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle et la loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice...

Alors que le budget du ministère a crû dans des proportions inusitées, le compte n'y est toujours pas. Difficile d'imaginer que ces consultations, engagées à six mois de la présidentielle, permettent d'apaiser les souffrances d'une institution à bout de souffle. **A. B.**

édito

le regard de Faro

FORTE HAUSSE DES PRIX DU CARBURANT



Vient de paraître

LE LIVRE (TRÈS) NOIR DES MUTUELLES, PAR DANIEL ROSENWEG, CHEZ ALBIN MICHEL

La pandémie a fait économiser 2,2 Mds€ aux mutuelles de santé. Pourtant, elles ont augmenté les cotisations. 45% de hausse des tarifs en dix ans et aucun avantage pour les patients. Une opacité volontaire, organisée, profitable : contrats assurés verrouillés, blocage du tiers payant intégral,

comptes non publiés, frais de gestion chargés à dessein – quatre fois ceux de la sécu!...

Il faut en finir avec les retards et refus de remboursements, en finir avec une politique de santé sous influence, en finir avec la hausse incontrôlée des tarifs.

Un autre système est possible. Un dispositif à assureur unique, calqué sur le méconnu régime d'Alsace-Moselle et toujours fermement défendu par ses bénéficiaires. Nous avons tous le droit au respect de la prise en charge de notre santé. Daniel Rosenweg révèle l'un des plus importants scandales financiers de santé en dénonçant ces géants des mutuelles devenus hors de contrôle.

Relance. Un ensemble de mesures sociales, fiscales et juridiques visant à sécuriser leur activité et faciliter leur transmission a été adopté.

Un plan en faveur des indépendants

Le plan d'actions en faveur des travailleurs indépendants, présenté par le gouvernement le 16 septembre 2021, sera traduit dans différents projets de loi, notamment les lois de finances et de financement de la sécurité sociale pour 2022.

ASSURANCE CHÔMAGE DES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Le dispositif d'assurance chômage des travailleurs indépendants (ou allocation des travailleurs indépendants, ATI) va être amélioré à compter de 2022.

En vigueur depuis novembre 2019, ce dispositif permet de percevoir une aide de 800 € par mois pendant six mois en cas de redressement ou de liquidation judiciaire de l'entreprise. Le travailleur indépendant doit justifier d'un revenu non salarié d'au moins 10 000 € au cours des deux années précédentes.

Ces conditions se sont avérées trop restrictives et n'ont permis qu'à moins de mille indépendants de bénéficier de cette allocation.

À compter de 2022, l'ATI sera ouverte aux travailleurs indépendants dont l'activité n'est plus « économiquement viable » et qui cessent définitivement leur activité, sans que soit exigée la mise en redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire de leur entreprise.

La condition de viabilité économique serait appréciée en considération de la baisse de leur revenu fiscal d'au moins 30 % d'une année sur l'autre.

La condition de niveau de revenu minimum de 10 000 € serait appréciée, non plus sur chacune des deux dernières années, mais sur l'une ou l'autre des deux dernières années.

L'ATI pourrait ainsi bénéficier



À partir de 2022, le dispositif d'assurance chômage des indépendants évolue.

aux indépendants dont le revenu est d'au moins 10 000 € en année N - 2 et d'au plus 7 000 € en année N - 1 (baisse de revenu d'au moins 30 %).

TRANSMISSION D'ENTREPRISE

Plusieurs mesures fiscales en faveur de la transmission des petites entreprises devraient figurer dans le projet de loi de finances pour 2022.

La transformation d'une entreprise individuelle en société serait facilitée de façon à permettre la transmission de l'intégralité du patrimoine en une seule opération (fusion absorption avec dissolution de la société apporteuse).

Actuellement, l'exonération des plus-values réalisées lors de la cession d'une entreprise est totale lorsque la valeur de l'entreprise est inférieure ou égale à 300 000 €. Ce seuil sera porté à 500 000 €. L'exonération n'est que partielle jusqu'à 500 000 €. Ce seuil sera porté à 1 000 000 €.

Lorsque l'entreprise est en location-gérance, l'exonération des plus-values pourrait s'appliquer à la cession à une autre personne que le locataire gérant.

Actuellement l'amortissement du fonds de commerce ne peut pas venir en déduction du résultat fiscal imposable. À titre temporaire, les acquisitions de fonds de commerce opérées en 2022 et 2023 pourraient bénéficier d'une déduction fiscale de l'amortissement comptable du fonds de commerce. La mesure vise à faciliter la reprise en réduisant le résultat imposable et la charge fiscale pour l'acquéreur du fond.

Lorsqu'une cession s'opère dans le cadre d'un départ à la retraite, l'exonération n'est acquise que si la cession est effectuée dans un délai maximum de 24 mois. Ce délai serait porté à 36 mois pour les exploitants ayant, en 2019, 2020 ou 2021, fait valoir leurs droits à la

retraite avant la cession de leur entreprise.

STATUT DU CONJOINT COLLABORATEUR

Les personnes travaillant dans l'entreprise de leur conjoint (mariés ou pacsés) doivent obligatoirement adopter le statut de salarié, d'associé ou de conjoint collaborateur.

	Abattement	Chiffre d'affaires
Achat/revente, hébergement (BIC)	71%	19 313
Services (BIC)	50%	27 424
Activités libérales (BNC)	34%	40 329

Le statut de conjoint collaborateur permet de bénéficier d'une protection sociale personnelle et des droits à la retraite et à la formation professionnelle, moyennant le paiement de cotisations sociales.

Les modalités de calcul des cotisations sociales des conjoints collaborateurs seraient simplifiées (il existe actuellement cinq modalités de calcul des cotisations).

À compter de 2022, l'assiette des cotisations serait égale à 50 % du revenu du chef d'entreprise, cette assiette pouvant être, ou non, déduite de l'assiette retenue pour les cotisations sociales du chef d'entreprise.

Lorsque cette assiette est inférieure au tiers du plafond annuel de la sécurité sociale (soit 13 712 €), le conjoint collaborateur peut choisir de cotiser sur la base du tiers de ce plafond.

Pour les conjoints des auto-entrepreneurs, les cotisations sociales seraient calculées, soit sur le chiffre d'affaires du chef d'entreprise, soit sur un chiffre d'affaires forfaitaire aboutissant à un revenu égal à un tiers du plafond annuel de la sécurité sociale (13 712 € en 2021).

Compte tenu de l'abattement pour charges du régime des micro-entreprises, le chiffre d'affaires permettant d'obtenir un revenu égal au tiers du plafond 2021 est le suivant selon le secteur d'activité.

Le statut de conjoint collaborateur serait limité à cinq années. Au-delà, le conjoint devrait adopter le statut de salarié ou d'associé. Les concubins pourraient également adopter le statut de conjoint collaborateur.

regard



PROTECTION POLICIÈRE

Le nombre de personnes qui vivent dans notre pays sous protection policière ne fait que croître. Des citoyens qui n'ont qu'un seul tort, celui de porter des idées et défendre des opinions, sont dans l'obligation, tous les jours, d'être protégés. L'expression de la pensée subit une terreur sourde. Ceux qui la portent sont en danger. Comment nommer cette situation? Certains parlent d'amorce de guerre civile ou de guerre de religions... Il est certain que si nous cherchons des précédents historiques nous abordons alors les rives des pires périodes de l'histoire de France...

THIERRY CARRÈRE
AVOCAT À TOULOUSE,
ANCIEN BÂTONNIER

Ces pages vous sont réservées, la rédaction est à votre écoute pour toute question 05 34 41 34 00 Et pour l'envoi de vos chroniques, une adresse unique : chronique.gazm@forumeco.com

Actualité

LE CONSEIL SUPÉRIEUR DU NOTARIAT LANCE LE SERVICE NOTAIRES INFOS

Le Conseil supérieur du notariat (CSN) annonce le lancement de Notaires Infos, son nouveau service d'information juridique téléphonique. Il fournit rapidement un premier niveau de réponse aux interrogations de nature juridique et oriente ensuite la personne, si nécessaire, vers le professionnel le plus apte à la conseiller. Composé d'une équipe de juristes expérimentés, il est accessible au 0892 011 012 toute la journée, du lundi au vendredi et de 9h30 à 18 heures. Il s'agit d'un des engagements de la première Convention d'objectifs du notariat pour la période 2021-2024 signée il y a tout juste un an avec l'État, le 8 octobre 2020. Son objectif est de faciliter l'accès au droit et à la justice.

Formation. Les avocats ont rendez-vous du 25 au 29 octobre.

Université d'automne de l'Edasop, inscrivez-vous!

La prochaine université d'automne de l'école des Avocats Sud-Ouest Pyrénées aura lieu en présentiel, 35 c bd des Récollets ou en visioconférence via Zoom du lundi 25 au vendredi 29 octobre. En voici le programme :

• Lundi 25 octobre : droit du dommage corporel, actualité juridique, assurances, nomenclature, régimes d'indemnisation. Par Didier Krajcski, Pr à UT 1 Capitole. Coauteurs du Code des assurances Lexis-

Nexis, du Dalloz Action Contrats et responsabilité, systèmes d'indemnisation et Anne-Marie Bellen-Rotger, avocate spécialiste en droit du dommage corporel, chargée d'enseignement à UT 1 Capitole.

• Mardi 26 octobre : divorce et régimes matrimoniaux, réforme de la procédure des divorces contentieux : les questions qui fâchent, l'actualité jurisprudentielle et le sort des avantages matrimoniaux. Par Jérôme Casey, avocat, doc-

teur en droit, maître de conférences, directeur de sessions de formation à l'ENM.

• Mercredi 27 octobre : procédure civile, première instance et appel : pièges et bonnes pratiques. Par Michel Defix, président de chambre cour d'appel de Toulouse et François-Xavier Berger, avocat au barreau de l'Aveyron, ancien bâtonnier, auteur de la Réforme de la procédure civile : guide à l'usage des praticiens, Dalloz 2020, @Avo-cayon.

• Jeudi 28 octobre : droit des sociétés, l'accompagnement juridique, social et fiscal du dirigeant de société (rémunération, responsabilité, transmission et patrimoine). Par Bernard Plagnet, Pr émérite UT 1 Capitole et Laurent Grosclaude, enseignant-chercheur en droit privé à l'UT 1 Capitole spécialisé en droit des sociétés et droit aérien, codirecteur du DJCE Toulouse.

• Vendredi 29 octobre : droit social, actualité législative et réglementaire (télétravail et

entretiens professionnels) ; actualité jurisprudentielle du contentieux (Relations individuelles et collectives ; droit de la preuve ; prescription). Par Brigitte Reynes, maître de conférences à l'UT 1 Capitole et Matthieu Barthes, avocat spécialisé en droit du travail (Cabinet Barthélémy), docteur en droit, chargé d'enseignement MII droit du travail à UT 1 Capitole et DJCE.

Inscriptions sur le site de l'école des avocats, www.edasop.fr.

Procédures collectives. Le cabinet Altares publie une nouvelle étude sur les défaillances d'entreprise au 3e trimestre 2021.

Défaillance : des signaux d'alerte au sein des PME

5311 procédures collectives ont été ouvertes en France au cours du 3^e trimestre 2021, soit 20,8 % de moins que lors de la même période de 2020. C'est ce qu'indique le cabinet Altares qui vient de publier une nouvelle étude sur les « défaillances et sauvegardes des entreprises en France au 3^e trimestre 2021 ». Sur les trois mois d'été, près de 17 500 emplois étaient concernés par ces défaillances d'entreprises contre 26 600 au cours de la même période de 2020. En données lissées sur un an, la tendance reste « favorable » : 28 000 jugements ont été prononcés à fin septembre contre 37 400 un an plus tôt (soit 25 % de moins).

La baisse du nombre de défaillances concerne l'ensemble des régions françaises, mais dans certains départements, une vingtaine au total, cette tendance à la baisse est stoppée. C'est le cas en Occitanie où le nombre d'ouvertures de procédures collectives a reculé de 23,9 % mais ne baisse plus en Ariège, en Lozère et en Tarn-et-Garonne. Dans ces départements, cependant, le nombre de défaillances d'entreprises demeure en deçà des niveaux de 2019.

Dans l'ensemble de l'Hexagone, 159 procédures de sauvegardes (+2,6 %) ont été ouvertes au cours du 3^e trimestre 2021, pour 1 292 placements en redressement judiciaire (-11,9 %) et 3 860 liquidations judiciaires directes (-24 %).

Le taux de jugements de procédures de sauvegarde (3 %) reste faible au regard de l'ensemble des ouvertures mais tout de même au plus haut, « signe que la sensibilisation sur les dispositifs de prévention commence timidement à trouver un écho chez les dirigeants », pointe le cabinet Altares.

Le taux de liquidations directes demeure, quant à lui, très élevé (75 %) parmi les TPE, ce qui confirme la grande fragilité dans laquelle ces entreprises se présentent, malheureusement trop tardivement, devant le tribunal. À l'inverse, seuls 14 % des sociétés de plus de 100 salariés ne parviennent pas à éviter la liquidation judiciaire directe. Le taux de redressements judiciaires augmente par rapport à l'été 2020 (24,3 % contre 21,9 %) mais reste très en deçà des valeurs d'avant crise, voisines des 30 %.

SIGNAUX D'ALERTE

AU SEIN DES PME

Le cabinet Altares pointe des signes d'alerte au sein des entreprises de 10 à 19 salariés. Ces TPE concentrent plus de neuf procédures sur dix (93 %). Avec 4 930 procédures ouvertes au 3^e trimestre, elles enregistrent une baisse du nombre de défaillances de 21 % par rapport à la même période de 2020.

En revanche, les PME de 10 à 19 salariés, jusque-là épargnées, montrent des signes de faiblesse. Au sein de cette catégorie d'entreprises, le nombre de procédures collectives progresse en effet de 2,9 %. Une dégradation portée par la forte hausse (+30 %) du nombre de redressements judiciaires. Les liquidations directes reculent quant à elles de 5 % et les sauvegardes s'effondrent de 28 %. La moitié des PME concernées a plus de 10 ans et un tiers sont des entreprises du bâtiment (gros œuvre et second œuvre). Au-delà de 20 salariés, la baisse du nombre de défaillances est encore sensible (-27 %).

Au 3^e trimestre 2021, dans la quasi-totalité des secteurs, les défaillances apparaissent encore en net recul, avec toutefois, selon les activités, de fortes disparités. Ainsi, dans le bâtiment, le nombre de procédures

collectives progresse dans les activités de construction de maisons individuelles (+16 %), d'installation d'équipements thermiques et de climatisation (+55 %), de menuiserie métallique et serrurerie (+33 %). Les défaillances augmentent aussi dans les travaux publics (+12 %) et la promotion immobilière (+21 %).

Les services informatiques et édition de logiciels sont également en difficulté (+5,5 %). Ils affichent une augmentation du nombre de procédures dans de nombreuses activités, notamment la programmation informatique (+29 %) et le conseil en systèmes et logiciels informatiques (+48 %).

« Les règles de l'économie et des échanges commerciaux se rétablissent progressivement au rythme de la fin du "quoi qu'il en coûte", relève Thierry Millon. Selon le directeur des études chez Altares, si des signes de fragilité sont apparus dans certaines activités, ces tensions « sont exacerbées par les difficultés d'approvisionnements, de recrutement et la reprise rapide qui alourdit les besoins de fonds de roulement. Un clivage s'opère donc entre les entreprises qui terminent 2021 avec un niveau de trésorerie

solide, au prix d'un endettement parfois fort, et les entreprises qui manquent déjà de cash pour financer la reprise. Quant aux activités telles que la restauration ou le commerce, aidées plus longtemps du fait de leurs fermetures successives, elles tiennent encore et comptent sur un retour durable des consommateurs. Sur le dernier trimestre 2021, les défaillances devraient pouvoir être encore contenues sous le seuil des 10 000 avant que 2022 n'ouvre la voie à des tendances bien moins favorables ».

Au vu de ces chiffres, pour Thierry Millon, le dernier trimestre 2021 devrait donc être « déterminant pour de nombreuses entreprises. Elles devront se donner les moyens d'embrasser la croissance 2022 pour honorer les engagements d'emprunt et rappels de cotisations. Pour l'heure, la fin du "quoi qu'il en coûte" n'a pas encore été sifflée. Car si les aides financières s'étiolent et si le dispositif d'activité partielle revient peu à peu à la normale, la bienveillance des organismes sociaux, elle, demeure. Le recouvrement forcé et les assignations ne sont donc pour l'instant pas d'actualité. Or, environ un tiers des procédures

de défaillance sont ouvertes sur assignation. Cet "accompagnement" public va finir par s'éteindre lui aussi et rééquilibrer les rapports concurrentiels. Il est encore temps de s'y préparer. En parallèle, les entreprises vont devoir composer avec l'amortissement des prêts garantis par l'État. Rappelons qu'elles sont 690 000 à avoir obtenu un PGE à la mi-septembre 2021, dont près des deux tiers ont été signés dès le début du dispositif. Le printemps 2022 s'annonce donc extrêmement tendu pour les entreprises qui ne seraient pas en mesure d'honorer les premières échéances. Peut-être seront-elles alors tentées de solliciter l'aide du tribunal pour restructurer le PGE dans le cadre d'une conciliation ou allonger la durée de remboursement avec un plan de sauvegarde ou de redressement. Les TPE et "petites" PME en difficulté pourraient aussi envisager de recourir à la procédure de traitement de sortie de crise (TSC) réservée aux entreprises fortement impactées par la crise sanitaire. Cette dernière, non encore décrétee, pourrait toutefois s'avérer difficile à mettre en œuvre pour des entreprises insuffisamment préparées. »

Comptabilité. L'Ordre des experts-comptables d'Occitanie précise les conditions dans lesquelles ces dépenses seront considérées comme des frais professionnels.

Repas d'affaires : attention au risque de redressement !

Pour être considérés comme des frais professionnels exonérés de cotisations sociales, les repas d'affaires doivent remplir certaines conditions. À défaut, l'Urssaf peut opérer un redressement.

- Les repas d'affaires comme frais professionnels

Afin d'être qualifiés comme tels, ces frais doivent toutefois répondre à certains critères énumérés par le Bulletin officiel de sécurité sociale (Boss), opposable depuis le 1^{er} avril 2021 :

- avoir un caractère exceptionnel (irrégulier et limité) ;
- constituer, pour le salarié,

des frais en dehors de l'exercice normal de son activité ;

- être engagés dans l'intérêt de l'entreprise.

Pour bénéficier de cette exonération, l'employeur doit être en mesure de justifier de documents attestant la réalité du repas d'affaires, la qualité des personnes y ayant participé ainsi que le montant de la dépense effectivement supportée par le salarié

- La notion d'abus manifeste

Ce régime d'exonération s'applique, sauf abus manifeste. Il est ainsi admis que les repas d'affaires sont présumés être des frais professionnels



dès lors qu'ils sont limités à 1 repas par semaine ou 5 par mois. Au-delà de ces seuils, ils risquent d'être considérés comme un complément de rémunération (avantage) soumis aux cotisations sociales.

Toutefois depuis le 1^{er} août dernier, le Boss a assoupli sa position. En effet, si les missions du salarié justifient leur nécessité, les repas d'affaires pourront être qualifiés de frais professionnels même au-delà

des seuils précités.

L'abus manifeste s'apprécie, sur justificatifs, en fonction des missions du salarié et de la part que peuvent représenter notamment la prospection ou la représentation.

Les règles évoluent constamment. Pour limiter les risques de redressement Urssaf, votre expert-comptable vous accompagne ! N'hésitez pas à le contacter.

Actualité

LA LUTTE CONTRE LA FRAUDE VA S'INTENSIFIER

Le 8 octobre 2021, le procureur de la République du tribunal judiciaire de Saint-Gaudens et le Directeur régional des Finances publiques ont signé un protocole visant à intensifier les échanges entre leurs deux administrations pour améliorer la lutte contre la fraude fiscale. De fait, la crise sanitaire a donné lieu à un effort collectif sans précédent pour soutenir les TPE-PME au travers notamment du versement par l'État d'aides au titre du Fonds de solidarité qui ont profité en Haute-Garonne à plus de 48 000 entreprises pour un montant de plus de 730 M€ depuis mars 2020. Néanmoins des fraudes ont été détectées. Des demandes frauduleuses ont d'abord été stoppées par les contrôles automatisés (en amont des versements) mais de fausses déclarations (minoration du chiffre d'affaires de référence ou déclaration réalisée par une entreprise relevant d'un secteur d'activité non éligible, parfois attestées par de faux documents) ont été détectées lors de contrôles a posteriori. Ces entreprises ont été contactées pour régulariser leur situation et pourront être amenées à répondre de leurs comportements devant le tribunal judiciaire. Dans ce cadre, le Directeur régional des finances publiques a remis au procureur de la République sept dépôts de plainte concernant sept entreprises différentes qui encourent jusqu'à deux ans de prison et 30 K€ d'amende en cas de fausse déclaration et cinq ans de prison et 375 K€ d'amende en cas d'escroquerie. Pour ces contrôles qui vont se poursuivre, les agents des finances publiques ont recours aux outils de programmation (data mining). En 2020, un tiers des contrôles fiscaux ont été initiés grâce à ces nouvelles technologies.

en bref

ORDRE DES EXPERTS-COMPTABLES
Région Occitanie

1, Boulevard des Récollets, CS 97802,
31078 Toulouse Cedex 4 – Le Belvédère.
Tél. 05 61 14 71 60 – www.oec-occitanie.org



**RÉSERVES
FAIBLES**



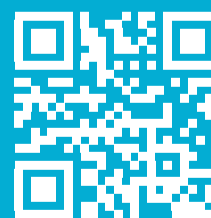
**DON DE SANG
MAINTENANT
C'EST URGENT !**

REJOIGNEZ-NOUS, DEVENEZ DONNEUR.



PARTAGEZ VOTRE POUVOIR,
DONNEZ VOTRE SANG !

TROUVEZ LA COLLECTE
LA PLUS PROCHE
DE CHEZ VOUS



dondesang.sante.fr

0 800 972 100

Service & appel
gratuits

La Gazette du Midi

INSERTIONS JUDICIAIRES & LEGALES

Suivant l'Arrêté du Ministère de la Culture et de la Communication en date du 7 décembre 2020 modifiant l'arrêté du 21 décembre 2012, relatif au tarif annuel et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales, le tarif au millimètre colonne des annonces légales des Petites Affiches Matot Braine est fixé pour l'année 2021, à : 1,78 € hors taxes le millimètre/colonne pour les départements de La Haute-Garonne (31) et du Tarn-et-Garonne (82)

Le tarif des annonces est ensuite calculé suivant les prescriptions et la présentation imposées par ledit Arrêté.



L'intégralité des annonces légales parues depuis le 01/01/2010 dans la presse quotidienne et hebdomadaire habilitée est consultable en permanence et librement sur actulegales.fr



Nous nous chargeons de vos annonces à faire paraître dans la France entière, notamment chez nos collègues appartenant comme nous à la presse économique au sein du Réso Hebdo Eco.

Adjudication

SELARL DUPUY PEENE
30 rue Alfred Duméril TOULOUSE - Tél : 05.61.14.00.72

VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES

LE JEUDI 25 NOVEMBRE 2021 à 14 h

Au Tribunal Judiciaire de TOULOUSE - 2, allées Jules Guesde - Salle n° 7
UN APPARTEMENT T2 DE 46 M²
AVEC PARKING
Sis à TOURNEFEUILLE (31170)
Central Park - 9 Rue P. Valéry et 29 Rue R. Desnos
Bât. B - 1^{er} étage - B 103
cadastré Section AI n° 298

Mise à prix : 75.000,00 €
avec faculté de baisse d'un quart puis de moitié

RENSEIGNEMENTS :
1°) SELARL DUPUY PEENE, 30 rue Alfred Duméril 31400 TOULOUSE -
Tél : 05.61.14.00.72
2°) Au Greffe du Tribunal Judiciaire de TOULOUSE statuant en matière de saisie immobilière, où le Cahier des Charges contenant les conditions de la vente de l'immeuble a été déposé, aux jours et heures prévus à cet effet (N° RG communiqué ultérieurement par le Greffe)
3°) Sur les lieux, pour visiter de 11 h 00 à 12 h 00 le 10 novembre 2021
4°) Sur le site Internet : www.info-encheres.com

Fait à TOULOUSE
le 4 octobre 2021,
Signé Philippe DUPUY.

G2100200

La Gazette Du Midi

L'HEBDOMADAIRE REGIONAL D'INFORMATION ECONOMIQUE ET JURIDIQUE - GROUPE FORUMECO

Journal hebdomadaire régional habilité par arrêté préfectoral à publier les annonces légales dans les départements de la Haute-Garonne et du Tarn-et-Garonne

E.U.R.L. au capital de 14.356,50 € - R.C.S. 560 800 385 B
Société du groupe ForumEco
Siège social : 48 allées Jean Jaurès - 31000 TOULOUSE
Adresse postale : B.P. 11209 - 31012 TOULOUSE CEDEX 6

Bureaux ouverts :
- Du lundi au jeudi de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h à 17 h 00
- Et le vendredi de 9 h 00 à 12 h 00
Tél. : 05.34.41.34.00 - Télécopie : 05.61.62.40.18
annoncelegale.gazm@forumeco.com
www.gazette-du-midi.fr

Principal associé : Générale de Participations
Représentant légal et directeur de la publication : Michel GUYOMARD
Rédacteur en chef : Agnès BERGON

Parution le lundi
Prix du numéro : 1 € - Abonnement annuel : 40 €
Imprimé sur les rotatives de Rotimpres
Polignon Pla de L'Estany s/n - 1781 AIGUAVIVA-GIRONA (Espagne)
Dépôt légal à parution - ISSN 1771-4923
Numéro de commission paritaire : 0326 I 80634

Procédure adaptées



Communauté de communes du Frontonnais

Avis de marché de travaux

IDENTIFICATION DE L'ORGANISME QUI PASSE LE MARCHÉ : Communauté de communes du Frontonnais, 3 rue du Vigé, CS 20053 - 31620 BOULOC. Adresse internet du profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>
DESCRIPTION DU MARCHÉ :
NUMERO DE LA CONSULTATION : 2021-VO-009
Commune de Villeneuve lès Bouloc - Création d'un piétonnier le long de la route de Villemur (RD14) jusqu'à l'intersection du chemin des Flamans.
CARACTERISTIQUES PRINCIPALES :
FORME DE MARCHÉ : ordinaire. Attribution d'un marché unique.
PRESTATIONS DIVISEES EN LOTS : Non.
DES VARIANTES SERONT-ELLES PRISES EN COMPTE : Non.
DUREE DU MARCHÉ OU DELAI D'EXECUTION : 2 mois.
Début d'exécution du marché à compter de la date fixée par ordre de service.
CAUTIONNEMENT ET GARANTIES EXIGES : Aucune clause de garantie financière prévue. Garantie à première demande couvrant 100 % du montant de l'avance.
MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT ET/OU REFERENCES AUX TEXTES QUI LES REGLEMENTENT : Prestations réglées par des prix unitaires Prix actualisables. Avance de 5 % accordée dans les conditions prévues au contrat. Délai global de paiement des prestations de 30 jours.
FORME JURIDIQUE QUE DEVRA REVETIR LE GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES ATTRIBUTAIRE DU MARCHÉ : Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire du marché. Interdiction de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.
Consultation comportant des conditions d'exécution à caractère environnemental détaillées dans le CCAP.
CONDITIONS DE PARTICIPATION :
SITUATION JURIDIQUE - REFERENCES REQUISES / CAPACITE ECONOMIQUE, TECHNIQUE ET FINANCIERE : Références requises mentionnées dans les documents de la consultation.
CRITERES D'ATTRIBUTION : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation).
TYPE DE PROCEDURE : Procédure adaptée.
DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES : 27 octobre 2021 à 12 h
DELAJ DE VALIDITE DES OFFRES : 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.
AUTRES RENSEIGNEMENTS :
RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES : La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur. Les modalités de transmission des plis par voie électronique sont définies dans le règlement de la consultation. Le pouvoir adjudicateur applique le principe «Dites-le nous une fois». Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.
CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES OU DES CANDIDATURES : La candidature est présentée soit sous la forme des formulaires DC1 et DC2 (disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr). La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation, donc pas de transmission par voie papier.
ADRESSE D'OBTENTION DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE TECHNIQUE ET ADMINISTRATIF ET DE REMISES DES OFFRES / CANDIDATURES : Adresse internet : <https://www.marches-securises.fr>
PROCEDURES DE RECOURS :
INSTANCE CHARGEE DES PROCEDURES DE RECOURS : Tribunal administratif de Toulouse.
DATE D'ENVOI DU PRESENT AVIS A LA PUBLICATION : 07/10/2021.
G2100253

**VOUS POUVEZ VOUS ABONNER
EN UTILISANT LE BULLETIN ÉMIS
À CET EFFET DANS CE JOURNAL**

ANNONCES LÉGALES

Toutes les annonces légales de votre département sur www.actulegales.fr

Appel à projets



Appel à projets pour la mise à disposition d'un local Port de la Daurade et d'un local Port Saint-Sauveur

Objet de la consultation : confier à une tierce personne, via une convention d'occupation temporaire du domaine public, un local aménagé à vocation commerciale situé Port de la Daurade, d'une superficie de 18 m² ainsi qu'une terrasse extérieure d'une surface d'environ 140 m². Le preneur exploitera librement son activité sur le site mis à disposition et devra être apte à prendre en charge l'ensemble des coûts nécessaires au fonctionnement de l'équipement et à l'exploitation.

Une visite est prévue le lundi 11 octobre 2021 à 9h ainsi que le mardi 26 octobre à 9h.
Objet de la consultation : confier à une tierce personne, via une convention d'occupation temporaire du domaine public, un local aménagé à vocation commerciale situé Port Saint Sauveur, d'une superficie de 52 m² comprenant une mezzanine ainsi qu'une terrasse extérieure d'une surface d'environ 64 m². Le preneur exploitera librement son activité sur le site mis à disposition et devra être apte à prendre en charge l'ensemble des coûts nécessaires au fonctionnement de l'équipement et à l'exploitation.

Une visite est prévue le lundi 11 octobre 2021 à 15h ainsi que le lundi 25 octobre 2021 à 9h.
Une attention particulière sera portée à la prise en compte de l'environnement immédiat des deux sites et aux activités déjà présentes dans le quartier.

Renseignements : les dossiers sont à télécharger sur le site : <http://www.toulouse.fr/> : du 5 octobre 2021 jusqu'au 29 octobre 2021. Les pièces exigées sont précisées dans le règlement de la consultation.

Date limite de réception des candidatures : le 22 novembre à 12h (midi).
Adresse de correspondance : Mairie de Toulouse - Direction de l'Immobilier et des Bâtiments 1 rue des Pénitents Blancs - 31000 TOULOUSE.
G2100130



COMMUNE DE LAGARDELLE SUR LEZE

Avis d'appel à manifestation d'intérêt concurrent suite à la manifestation d'intérêt spontanée pour l'occupation du domaine public en vue de développer du photovoltaïque en injection réseau avec un financement citoyen

OBJET DE L'APPEL À PROJETS

Le présent avis de publicité est consécutif à la délibération du conseil municipal du 25 janvier 2021 et a pour objet de porter à la connaissance du public une manifestation d'intérêt spontanée et d'identifier les opérateurs économiques, susceptibles d'être intéressés par l'occupation d'une partie des toitures de bâtiments communaux pour l'installation de panneaux photovoltaïques.

La commune de LAGARDELLE SUR LÈZE publie le présent appel à manifestation d'intérêt, visant à s'assurer, préalablement, à la délivrance du titre sollicité, de l'absence de toute autre manifestation d'intérêt concurrent.

Dans le cadre des objectifs nationaux, de la loi de transition énergétique pour la croissance verte du 17 août 2015 et du Plan Climat Air Énergie Territorial de production d'énergie renouvelable, la MAIRIE DE LAGARDELLE SUR LÈZE porte une attention particulière au développement de la filière photovoltaïque sur son territoire. Elle opère une réflexion globale afin de maximiser la production photovoltaïque.

Ce projet porte sur un des axes forts du nouveau Plan Climat Air Énergie Territorial à savoir l'action citoyenne. Il a été proposé que cette thématique soit notamment traitée à travers le développement des énergies renouvelables. Ce projet devra donc répondre à une telle thématique en termes de financement à composante majoritaire citoyenne.

L'objectif est de mettre à disposition des candidats plusieurs toitures identifiées des bâtiments communaux, dont le potentiel représente environ 400 m², permettant de mettre en place des structures photovoltaïques de faible puissance.

Il est souhaité que les citoyens habitants du territoire soient représentés dans la maîtrise d'ouvrage des travaux, ainsi que dans l'exploitation des installations photovoltaïques.

RENSEIGNEMENTS

Si vous êtes intéressés par un tel projet, veuillez manifester votre intérêt avant la date butoir du 22 novembre 2021. Toute candidature devra comporter un courrier de présentation du candidat, un extrait Kbis ou tout autre document équivalent.

MAIRIE DE LAGARDELLE SUR LÈZE

3 rue du château du Vignau - 31870 - Tél. 05.62.11.59.80

Demander Monsieur GIRAUD Jean Claude, adjoint à l'environnement.

ADRESSE ÉLECTRONIQUE : jc.giraud31@orange.fr

PROCÉDURE

Environ un mois après la date butoir, un cahier des charges explicitant les éléments techniques et organisant la procédure de sélection, sera communiqué aux candidats qui auront manifesté leur intérêt.
G2100350

Appel d'offres



CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA HAUTE-GARONNE

Avis d'appel public à la concurrence

NOM ET ADRESSE OFFICIELS DE L'ORGANISME ACHETEUR - POINT DE CONTACT : CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA HAUTE-GARONNE, Direction de la commande publique - pôle marchés publics, 1 boulevard de la Marquette - 31090 TOULOUSE CEDEX 9 - courriel : dcp-mpfs@cd31.fr

OBJET DE LA CONSULTATION : Prestations de traiteur.
TYPE DE PROCÉDURE : Procédure adaptée.

CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES : Accord-cadre conclu pour un an, renouvelable 2 fois par reconduction tacite sans que sa durée totale puisse excéder 3 ans.
- Lot 1 : Prestations de traiteur pour des manifestations inférieures à 500 personnes - Sans montant minimum - Montant maximum annuel - 300.000,00 € HT - Accord-cadre multi-attributaires (3 titulaires maximum) ;
- Lot 2 : Prestations de traiteur pour des manifestations à partir de 500 personnes - Montant minimum annuel - 25.000 € HT - Montant maximum annuel - 230.000,00 € HT - Accord-cadre mono-attributaire.

Variations non autorisées.
CONDITIONS DE PARTICIPATION ET CRITÈRES D'ATTRIBUTION : se référer au règlement de la consultation.
Accès au règlement et au dossier de la consultation, réponse par voie électronique : <https://haute-garonne.marches-publics.info> (identification sur site recommandée).

DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES : 3 novembre 2021 à 16 heures.
Avis intégral publié au JOUE le 13/10/2021 sous la référence 2021/S 199-520292
DATE D'ENVOI DU PRÉSENT AVIS : 13/10/2021.
G2100331

Ventes de logements Haute-Garonne



Vend à Toulouse (31200) - 6 rue Ticky OLGADO

Un appartement T5 107,14 m² au rez-de-chaussée avec balcon - Réf. 204003 - Classe énergie : C - Classe climat : C - Copropriété de 52 lots - Procédure en cours : Non - Charges estimées à 1 425,96 €/an.
Prix hors parking : 254 900 €.
Prix du parking : + 7 000 €.

Sous réserve de libération effective des lieux et de priorité conformément aux dispositions de l'article L443-11 du CCH relatif aux ventes de logements sociaux. Visite sur rendez-vous. Remise des offres d'achat au plus tard le 21/11/2021, par e-mail et selon les dispositions consultables sur <https://www.quadral.fr/pub-vacants>

Contact : QUADRAL TRANSACTIONS - pascal.pomies@quadral.fr - 06.86.97.69.92
G2100295



Vend à Toulouse (31200) - 10 rue de l'Abbé Naudin

Un appartement T3 de 61 m² au 2e étage avec cave - Réf. 160188 - Classe énergie : B - Classe climat : C - Copropriété de 16 lots - Procédure en cours : Non - Charges estimées à 826 €/an.
Prix : 122 000 €

Sous réserve de libération effective des lieux et de priorité conformément aux dispositions de l'article L443-11 du CCH relatif aux ventes de logements sociaux. Visite sur rendez-vous. Remise des offres d'achat au plus tard le 21/11/2021, par e-mail et selon les dispositions consultables sur <https://www.quadral.fr/pub-vacants>

Contact : QUADRAL TRANSACTIONS - pascal.pomies@quadral.fr - 06.86.97.69.92
G2100296

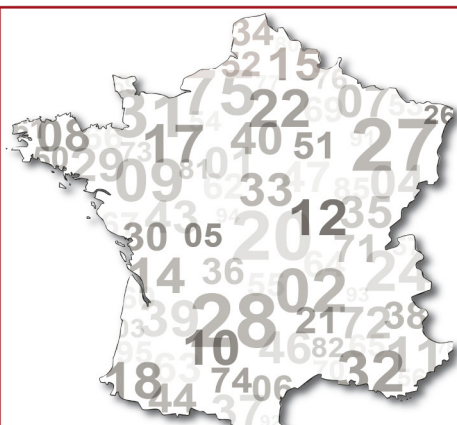


Vend à Toulouse (31200) - 7 rue de l'Abbé Naudin

Un appartement T3 de 41,41 m² au rez-de-chaussée avec cave - Réf. 01739 - Classe énergie : B - Classe climat : C - Copropriété de 24 lots - Procédure en cours : Non - Charges estimées à 1 285,37 €/an.
Prix : 84 100 €

Sous réserve de libération effective des lieux et de priorité conformément aux dispositions de l'article L443-11 du CCH relatif aux ventes de logements sociaux. Visite sur rendez-vous. Remise des offres d'achat au plus tard le 21/11/2021, par e-mail et selon les dispositions consultables sur <https://www.quadral.fr/pub-vacants>

Contact : QUADRAL TRANSACTIONS - pascal.pomies@quadral.fr - 06.86.97.69.92
G2100297



**PENSEZ
À FAIRE PUBLIER
VOTRE ANNONCE
PARTOUT
EN FRANCE**

annoncelegale.gazm@forumeco.com

Toutes les annonces légales de votre département sur www.actulegales.frVentes de logements
Haute-Garonne**Vend à Toulouse (31400) - 2 rue de Bir Hakeim**

Un appartement T4 de 73,10 m² au 2^e étage avec balcon et cave - Réf. 000108 - Classe énergie : D - Classe climat : E - Copropriété de 107 lots - Procédure en cours : Non - Charges estimées à 1 279 €/an

Prix hors parking : 138 900 €

Prix du parking : + 5 000 €

Sous réserve de libération effective des lieux et de priorité conformément aux dispositions de l'article L443-11 du CCH relatif aux ventes de logements sociaux. Visite sur rendez-vous. Remise des offres d'achat au plus tard le 21/11/2021, par e-mail et selon les dispositions consultables sur <https://www.quadral.fr/pub-vacants>

Contact : QUADRAL TRANSACTIONS - nicolas.jimbergues@quadral.fr - 06.88.12.66.40 G2100298

**Vend à Marignac (31440) - 2 Lotissement des 3 Vallées.**

Un pavillon T4 de 76 m² avec garage boxé - Réf. 0480002V4 - Classe énergie : D - Classe climat : E. Prix locataires LA CITE JARDINS : 86 857 €.

Prix Tiers : 91 200 €.

Sous réserve de libération effective des lieux et de priorité conformément aux dispositions de l'article L443-11 du CCH relatif aux ventes de logements sociaux. Visite sur rendez-vous. Remise des offres d'achat au plus tard 1 mois à compter de la parution de cette annonce, par e-mail et selon les dispositions consultables sur <https://www.quadral.fr/pub-vacants>

Contact : QUADRAL TRANSACTIONS - joel.rives@quadral.fr - 07.84.09.48.99. G2100307

**Vend à TOULOUSE (31100).**

Résidence Les Genets.

Copropriété de 187 lots principaux en cours de création.

3 passage du Bailly.

Un appartement T3 de 63,53 m² au 3^e étage - Réf. 0019C31-L080 - Lot n°4092 - Classe énergie : D - Classe climat : B - Charges estimées à 1 284 €/an. Prix : 98.480 €.

5 passage du Bailly.

Un appartement T2 de 48,84 m² au 2^e étage - Réf. 0019C31-L029 - Lot n°4041 - Classe énergie : D - Classe climat : B - Charges estimées à 1 080 €/an. Prix : 83.010 €.

23 rue du Médecin Colonel Calbairac.

Un appartement T3 de 64,52 m² au 2^e étage - Réf. 0038C31-L085 - Lot n°3992 - Classe énergie : D - Classe climat : B - Charges estimées à 1 284 €/an. Prix : 103.010 €.

Un appartement studio de 31,27 m² au 2^e étage - Réf. 0038C31-L087 - Lot n°3994 - Classe énergie : E - Classe climat : C - Charges estimées à 735 €/an. Prix : 57.980 €.

Sous réserve de libération effective des lieux et de priorité conformément aux dispositions de l'article L443-11 du CCH relatif aux ventes de logements sociaux. Visite sur rendez-vous. Remise des offres d'achat au plus tard 1 mois à compter de la parution de cette annonce, par e-mail et selon les dispositions consultables sur <https://www.quadral.fr/pub-vacants>

Contact : QUADRAL TRANSACTIONS - Pascal.POMIES - Pascal.POMIES@quadral.fr - 06 86 97 69 92. G2100352

**Vend à TOULOUSE (31100)**

Résidence Les Genets

Copropriété de 187 lots principaux en cours de création

6 passage du Bailly

Un appartement T2 de 50,59 m² au rez-de-chaussée - Réf. 0019C31-L013 - Lot n°4025 - Classe énergie : D - Classe climat : B - Charges estimées à 1 080 €/an. Prix : 80 970 €

Un appartement T2 de 49,87 m² au 1^{er} étage - Réf. 0019C31-L015 - Lot n°4027 - Classe énergie : D - Classe climat : A - Charges estimées à 1 080 €/an. Prix : 82 290 €

8 passage du Bailly

Un appartement T2 de 48,77 m² au 3^e étage - Réf. 0019C31-L058 - Lot n°4070 - Classe énergie : D - Classe climat : A - Charges estimées à 1 080 €/an. Prix : 80 480 €

1 passage du Losange

Un appartement T3 de 63,12 m² au rez-de-chaussée - Réf. 0038C31-L014 - Lot n°3921 - Classe énergie : D - Classe climat : B - Charges estimées à 1 284 €/an. Prix : 94 910 €

25 rue du Médecin Colonel Calbairac

Un appartement studio de 31,29 m² au 3^e étage - Réf. 0038C31-L076 - Lot n°3983 - Classe énergie : D - Classe climat : C - Charges estimées à 735 €/an. Prix : 56 330 €

Sous réserve de libération effective des lieux et de priorité conformément aux dispositions de l'article L443-11 du CCH relatif aux ventes de logements sociaux. Visite sur rendez-vous. Remise des offres d'achat au plus tard 1 mois à compter de la parution de cette annonce, par e-mail et selon les dispositions consultables sur <https://www.quadral.fr/pub-vacants>

Contact : QUADRAL TRANSACTIONS - Nicolas JIMBERGUES - Nicolas.JIMBERGUES@quadral.fr - 06.88.12.66.40 G2100353

Haute-Garonne

VENTE CESSION

ATTRIBUTION D'APPORTS

GRENADINE/OQTN

Suivant acte sous seing privé en date du 30/09/2021, enregistré au service départemental de l'enregistrement de TOULOUSE, le 07/10/2021, dossier 2021 00035065, référence 3104P61 2021 A 06691, la société GRENADINE, SAS au capital de 40.000 € sise à GRENADE (31330) avenue du président Kennedy, route de TOULOUSE (R.C.S. TOULOUSE 325 599 074), a vendu à la société OQTN, SAS au capital de 1.500 € sise à THIL (31530) 6 rue des écoles, (R.C.S. TOULOUSE 890 100 845) un fonds de commerce de « vente à emporter et dégustation sur site de cafés, thés, chocolats et autres, torréfaction sur place, vente à emporter, cafés, thés, chocolats et autres produits d'épicerie fine, activités connexes : vente de matériels et consommables en liaison avec l'univers de l'épicerie fine, du thé et du café » exploité à GRENADE (31330), 47 avenue du président Kennedy, lot 8U, au prix de 38.000 €.

La date d'entrée en jouissance est le 30/09/2021.

Pour la validité des oppositions, domicile est élu à l'adresse du fonds de commerce cédé, avec copie obligatoire à Maître Corinne LOISEL, avocat, domiciliée à PARIS (75116), 60 avenue Raymond Poincaré.

Les oppositions devront être faites dans les dix jours de la dernière en date des publications légales.

Pour insertion.

G2100277

EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - SUD-OUEST/ EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - TELECOM SUD EST

Suivant acte sous seing privé en date à Vélizy-Villacoublay du 29/09/2021, enregistré à SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT DE TOULOUSE, le 08/10/2021, dossier 2021 00035333, référence 3104P61 2021 A 06892.

La société EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - SUD-OUEST, SAS au capital de 1 086 795 €, 1 Allée des Pionniers de l'Aéropostale 31400 Toulouse, 388 739 179 RCS TOULOUSE.

A vendu à : La société EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - TELECOM SUD EST, SAS au capital de 1 300 100 €, ZI - Rue Mario et Monique Piani 69480 Ambérieux-d'Azergues, 518 201 710 RCS VILLEFRANCHE SUR SAONE.

Les éléments d'actifs constituant la branche d'activité, dite «Activité Télécom», dépendante de son fonds de commerce «d'études, ingénierie, conception, réalisation, maintenance, service-après-vente, location, prêt, audit, conseil, vérification, validation, certification, pilotage, exploitation de toutes installations publiques ou privées dans le domaine du génie électrique», qu'il exploite à CASTANET-TOLOSAN (31320) au 9 et au 11 rue de la Technique et pour lequel il est immatriculé à titre secondaire, au 9 rue de la Technique, au RCS de Toulouse sous le numéro 388 739 179. Les activités réalisées par la BRANCHE TELECOM sont les suivantes : « dans le domaine de la construction de réseaux électriques et de télécommunications, réalisation, exploitation, pilotage, de toutes installations publiques ou privées, ingénierie, conception, études techniques, maintenance, service-après-vente, location, prêt, vérification, validation, certification, audit et conseil ».

Ladite cession a eu lieu moyennant le prix principal de 59.945,72 €.

L'entrée en jouissance a été fixée au 01/10/2021.

Les oppositions seront reçues dans les dix jours de la dernière en date des insertions légales à l'adresse de la BRANCHE TELECOM au 9 et 11 rue de la Technique 31320 Castanet-Tolosan pour la validité et au siège social de la société EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - GESTION ET DEVELOPPEMENT 3/7 place de l'Europe 78140 Vélizy Villacoublay pour la correspondance. G2100315



BYTZ/CASTA DIVA

Avis de cession de fonds de commerce

Aux termes d'un acte sous signature privée en date du 29 septembre 2021, enregistré au SIE DE TOULOUSE, référence 3104P61 2021 A 06738, le 1^{er} octobre 2021, la société BYTZ, société à responsabilité limitée, au capital de 1.000 €, ayant son siège social 4 rue Baronie - 31000 TOULOUSE, 803 279 207 R.C.S. TOULOUSE, a cédé à la société CASTA DIVA, société à responsabilité limitée au capital de 10.000 €, ayant son siège social 60 rue des Tourneurs - 31000 TOULOUSE, 898 630 447 R.C.S. TOULOUSE, un fonds de commerce de restauration, salon de thé, sis et exploité à TOULOUSE (31000), 60 rue des tourneurs, sous le numéro SIRET 809 279 207 00044, au prix de 300.000 €.

Entrée en jouissance au 29 septembre 2021.

Les oppositions seront reçues dans les 10 jours de la dernière en date des publicités légales, pour la validité et la correspondance, chez Me Boris CORREA, Notaire à ST SULPICE SUR LEZE (31410), 4 rue des artisans - BP3003.

Pour avis.

G2100345

CONSTITUTION

DE SOCIETE



NEPHRIX BIOSOLUTIONS

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à LABEGE du 06/10/2021, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

FORME : SASU. DÉNOMINATION : NEPHRIX BIOSOLUTIONS.

SIÈGE : Prologue Biotech, 516 rue Pierre et Marie Curie - 31670 LABEGE.

DURÉE : 99 ans à compter de son immatriculation au R.C.S.

CAPITAL : 35.000 €.

OBJET : La recherche et le développement en biotechnologie, la prestation de services en recherche et développement, conseil scientifique.

EXERCICE DU DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

TRANSMISSION DES ACTIONS : La cession des actions de l'associé unique est libre.

AGREMENT : Les cessions d'actions, à l'exception des cessions aux associés, sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.

PRÉSIDENT : M. Nouridine FARESSSE, demeurant 12 impasse du romarin - 31190 AUTERIVE.

La société sera immatriculée au R.C.S. de TOULOUSE.

G2100359

M & Co 81

Avis de constitution

Par acte sous seing privé en date du 15 septembre 2021, est constituée la Société présentant les caractéristiques suivantes :

DÉNOMINATION : M & Co 81.

FORME : Société par actions simplifiée.

CAPITAL : 1.000 €.

SIÈGE : 8 rue des Trente-Six Ponts - 31400 TOULOUSE.

OBJET : La société a pour objet la gestion de programmes de promotion immobilière, recherche foncière, montage d'opérations et suivi des travaux, financement et commercialisation, l'activité de lotisseur, achat et revente de tous biens immobiliers tels que terrains, immeubles, etc. et plus généralement toutes activités de marchand de biens.

DURÉE : 99 années.

ADMISSION AUX ASSEMBLÉES ET DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions.

Chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

PRÉSIDENT : M&Co Promotion, société par actions simplifiée au capital de 1.000 €, située 8 rue des Trente-Six Ponts - 31400 TOULOUSE (830 388 054 R.C.S. TOULOUSE), représentée par M PARTNERS, elle-même représentée par Monsieur Rudy SECCO.

IMMATRICULATION : Au R.C.S. de TOULOUSE.

Pour avis.

G2100250

SELARL BBN

38 rue Nationale LOURES BAROUSSE (Hautes-Pyrénées)

Avis de constitution

Suivant acte reçu par Maître Christophe NOGUES, Notaire associé, de la société d'exercice libéral à responsabilité limitée « Roland BEGOLE - Camille BEGOLE - Christophe NOGUES », 38 rue Nationale à LOURES BAROUSSE (65370), le 14 octobre 2021 a été constituée une société par actions simplifiée ayant les caractéristiques suivantes :

DÉNOMINATION : SAS HOTEL DU LAC.

SIÈGE SOCIAL : BOUSSENS (31360), 7 promenade du Lac.

DURÉE : 99 années à compter de son immatriculation au R.C.S.

CAPITAL SOCIAL : Deux mille euros (2.000,00 €).

APPORTS EN NUMÉRIQUE : Deux mille euros (2.000,00 €).

OBJET SOCIAL : La société a pour objet, en France et à l'étranger :

L'exploitation directe ou par voie de location gérance d'un fonds de commerce d'hôtel-restaurant, bar, brasserie, crêperie, glacier, salon de thé, plats cuisinés à emporter, snack, revente de pâtisseries, l'organisation de séminaires et de formations, l'animation de tous événements et manifestations en lien avec les domaines ci-avant décrits.

CESSIONS D'ACTIONNAIRES EN CAS DE PLURALITÉ D'ASSOCIÉS : Les cessions entre associés seuls sont libres. Les autres sont soumises à l'agrément de la majorité en nombre des associés représentant au moins les deux tiers des actions.

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Le premier président nommé sans limitation de durée est :

Monsieur Jean-Yves BOURDIN, demeurant à MARTRES-TOLOSAN (31220) 10 rue du Pagès, né à SAINT-GAUDENS (31800) le 4 mars 1971.

Le directeur général nommé sans limitation de durée est : Monsieur Armando FLAMINIO, demeurant à MARTRES-TOLOSAN (31220) 10 rue du Pagès, né à NAPLES (ITALIE) le 10 juillet 1976.

La société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE.

Pour avis : Le Notaire.

G2100367

Toutes les annonces légales de votre département sur www.actulegales.fr

Haute-Garonne



TEMPETE

Société par actions simplifiée
au capital social de 10.000 Euros
Siège social : 38 rue du Printemps -
31000 TOULOUSE

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 1^{er} octobre 2021, il a été constitué une société par actions simplifiée.

DÉNOMINATION : TEMPETE.
SIÈGE SOCIAL : 38 rue du Printemps -
31000 TOULOUSE.

OBJET SOCIAL : L'exploitation de tous fonds de commerce en gérance, location-gérance, des activités de bar, débit de boisson à consommer sur place ou à emporter, vente de plats cuisinés à consommer sur place ou à emporter, vente de produits de consommation au détail, service en salle, organisation et participation à des soirées événementielles au sein de l'établissement ou en extérieur ; Et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement ; Toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à : La création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus ; La prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets et droits de propriété intellectuelle concernant ces activités ; La participation, directe ou indirecte, de la Société dans toutes opérations financières, mobilières ou immobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ; Toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

DURÉE : 99 années.
CAPITAL SOCIAL : 10.000 Euros.
APPORTS EN NUMÉRAIRE : 10.000 Euros.

PRESIDENT : Madame Morgane PEYROT, épouse BLANCHARD, née le 30/01/1986 à NIMES (30), de nationalité française, domiciliée 38 rue du Printemps - 31000 TOULOUSE.
CESSION D' ACTIONS : Toutes cessions d'actions, même en cas de succession à titre onéreux ou gratuit, entre associés, doit recevoir au préalable l'agrément de l'ensemble des autres associés.

Pour mention au R.C.S. de TOULOUSE.

Pour avis.

G2100335

ASJS NOTAIRES

Avis de constitution

Suivant acte sous seings privés en date à ROUFFIAC TOLOSAN du 8 octobre 2021 a été constituée une société à responsabilité limitée ayant les caractéristiques suivantes :

OBJET : L'exercice de la profession de notaire dans un office situé à ROUFFIAC-TOLOSAN (31180), 23 chemin de Hollande.

DÉNOMINATION : ASJS NOTAIRES.
SIÈGE SOCIAL : ROUFFIAC TOLOSAN (31180), 23 chemin de Hollande.

DURÉE : 99 années à compter de son immatriculation au R.C.S.

CAPITAL SOCIAL : Quatre vingt huit mille euros (88.000,00 €).

LES GÉRANTS DE LA SOCIÉTÉ SONT : Madame Aude SUAU, demeurant à TOULOUSE (31000), 5 rue des Régans, et Madame Julie SALLES, demeurant à TOULOUSE (31500), 16 bis rue Plantier.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de TOULOUSE.

Pour avis : Le Notaire.

G2100351

M & Co 84

Avis de constitution

Par acte sous seing privé en date du 15 septembre 2021, est constituée la Société présentant les caractéristiques suivantes :

DÉNOMINATION : M & Co 84.

FORME : Société par actions simplifiée.

CAPITAL : 1.000 €.

SIÈGE : 8 rue des Trente-Six Ponts - 31400 TOULOUSE.

OBJET : La société a pour objet la gestion de programmes de promotion immobilière, recherche foncière, montage d'opérations et suivi des travaux, financement et commercialisation, l'activité de lotisseur, achat et vente de tous biens immobiliers tels que terrains, immeubles, etc. et plus généralement toutes activités de marchand de biens.

DURÉE : 99 années.

ADMISSION AUX ASSEMBLÉES ET DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions. Chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

PRESIDENT : M&Co Promotion, société par actions simplifiée au capital de 1.000 €, située 8 rue des Trente-Six Ponts - 31400 TOULOUSE (830 388 054 R.C.S. TOULOUSE), représentée par M PARTNERS, elle-même représentée par Monsieur Rudy SECCO.

IMMATRICULATION : Au R.C.S. de TOULOUSE.

Pour avis.

G2100251

WORLD TRADING

Avis de constitution

DÉNOMINATION : WORLD TRADING.
FORME : Société par actions simplifiée unipersonnelle.

SIÈGE SOCIAL : 1 avenue de Fondevre - 31200 TOULOUSE.

OBJET : Import et export de tous produits alimentaires orientaux, boissons non alcoolisées.

DURÉE : 99 ans.

CAPITAL : 150 €.

PRESIDENT : Monsieur SHAWAHNA MONIR, demeurant 4 impasse de la Pradette - 31600 MURET.

IMMATRICULATION : Au R.C.S. de TOULOUSE.

ADMISSION AUX ASSEMBLÉES : Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par son mandataire.

EXERCICE DU DROIT DE VOTE : Chaque action donne droit à une voix.

Les actions sont librement cessibles entre actionnaires.

G2100096

SCI LE CAILLOU

Avis de constitution

Suivant acte reçu par Maître Pascale DASSAN, Notaire au sein de la SAS « B&C OFFICE », titulaire d'un Office Notarial à TOULOUSE (31000), 40 rue de Rémusat, le 15 octobre 2021, a été constituée pour 50 ans, la SCI LE CAILLOU, au capital de 1.600 €, dont le siège a été fixé à TOULOUSE (31000), 22 rue des Frères Lions, ayant principalement pour objet l'acquisition, l'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente (exceptionnelle) de tous biens et droits immobiliers.

Les parts sont librement cessibles entre associés, toutes les autres cessions sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés. Les premiers cogérants de la société, nommés pour une durée illimitée, sont Mme Charlotte WEISSENBACHER et M. Nicolas ANTOINE, demeurant à TOULOUSE (31000), 22 rue des Frères Lions. La société sera immatriculée au R.C.S. de TOULOUSE.

Pour avis : Le notaire.

G2100369

M & Co 82

Avis de constitution

Par acte sous seing privé en date du 15 septembre 2021, est constituée la Société présentant les caractéristiques suivantes :

DÉNOMINATION : M & Co 82.

FORME : Société par actions simplifiée.

CAPITAL : 1.000 €.

SIÈGE : 8 rue des Trente-Six Ponts - 31400 TOULOUSE.

OBJET : La société a pour objet la gestion de programmes de promotion immobilière, recherche foncière, montage d'opérations et suivi des travaux, financement et commercialisation, l'activité de lotisseur, achat et vente de tous biens immobiliers tels que terrains, immeubles, etc. et plus généralement toutes activités de marchand de biens.

DURÉE : 99 années.

ADMISSION AUX ASSEMBLÉES ET DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions. Chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

PRESIDENT : M&Co Promotion, société par actions simplifiée au capital de 1.000 €, située 8 rue des Trente-Six Ponts - 31400 TOULOUSE (830 388 054 R.C.S. TOULOUSE), représentée par M PARTNERS, elle-même représentée par Monsieur Rudy SECCO.

IMMATRICULATION : au R.C.S. de TOULOUSE.

Pour avis.

G2100248

SCI FAMILIALE ALK

Par ASSP en date du 29/09/2021 il a été constitué une SCI dénommée : SCI FAMILIALE ALK.

SIÈGE SOCIAL : 9 rue Emile Pelletier, Apt 17 - 31100 TOULOUSE.

CAPITAL : 3.000 €.

DURÉE : 99 ans à compter de son immatriculation au R.C.S. de TOULOUSE.

OBJET SOCIAL : La société a pour objet l'acquisition de tous immeubles de toute nature, la propriété, l'administration, la gestion par bail ou autrement, l'attribution gratuite en jouissance aux Associés des locaux occupés par eux-mêmes, la disposition des biens dont elle sera propriétaire par voie d'acquisition, échange, apports ou autrement.

GERANCE : M. CHAREF LAID demeurant 9 rue Emile Pelletier, apt 17 - 31100 TOULOUSE.

CESSION DE PARTS SOCIALES : Les parts sociales sont librement cessibles au profit d'un associé. Toute cession à un tiers de la société est soumise au préalable à l'agrément de la collectivité des associés réunis en assemblée générale.

R.C.S. de TOULOUSE.

G2100138

JLP CONCEPT

Avis de constitution

Par acte SSP du 12 Octobre 2021 avis est donné de la constitution d'une société présentant les caractéristiques suivantes :

DÉNOMINATION : JLP CONCEPT.

FORME : Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

SIÈGE SOCIAL : 29 bd du libre échange ZAC des champs pinsons - 31650 SAINT ORENS DE GAMEVILLE.

OBJET : La direction ou la réalisation de maçonnerie, électricité, plomberie, climatisation, plâtrerie, menuiserie, bois au pvc agencement cuisines placards revêtement sols et murs peinture, terrassement et plus largement tous travaux de gros œuvre et second œuvre.

DURÉE : 99 ans (quatre vingt dix neuf).

CAPITAL : 1.000 €.

GERANCE : Monsieur PARRIMOND Jean Luc né le 16/12/1964 à LYON demeurant 29 bd du libre échange ZAC des Champs Pinsons - 31650 SAINT ORENS DE GAMEVILLE.

IMMATRICULATION : Au R.C.S. de TOULOUSE.

Pour avis.

G2100309

SUNRYA YOGA

Société par actions simplifiée
au capital de 5.000 Euros
Siège social : 56 avenue de Courrège
31400 TOULOUSE

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous signature privée en date du 11 octobre 2021, à TOULOUSE, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

DÉNOMINATION : SUNRYA YOGA.

FORME : Société par actions simplifiée.

CAPITAL : 5.000 Euros.

SIÈGE SOCIAL : 56 avenue de Courrège - 31400 TOULOUSE.

OBJET : L'enseignement de disciplines sportives, et plus particulièrement la dispense de cours de Yoga ; La création, l'organisation et le développement et/ou promotion et/ou production de tous types d'événements, supports de communication et médias quels qu'en soit la nature ou le moyen se rattachant directement ou indirectement à cette activité.

ADMISSION AUX ASSEMBLÉES ET DROIT DE VOTE : Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix au moins.

AGREMENT : Les actions ne peuvent être cédées y compris entre associés qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote.

PRESIDENT : Madame Charlotte THALAMAS, demeurant au 56 avenue de Courrège - 31400 TOULOUSE.

IMMATRICULATION : Au R.C.S. de TOULOUSE.

Pour avis.

G2100276

M & Co 83

Avis de constitution

Par acte sous seing privé en date du 15 septembre 2021, est constituée la Société présentant les caractéristiques suivantes :

DÉNOMINATION : M & Co 83.

FORME : Société par actions simplifiée.

CAPITAL : 1.000 €.

SIÈGE : 8 rue des Trente-Six Ponts - 31400 TOULOUSE.

OBJET : La société a pour objet la gestion de programmes de promotion immobilière, recherche foncière, montage d'opérations et suivi des travaux, financement et commercialisation, l'activité de lotisseur, achat et vente de tous biens immobiliers tels que terrains, immeubles, etc. et plus généralement toutes activités de marchand de biens.

DURÉE : 99 années.

ADMISSION AUX ASSEMBLÉES ET DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions. Chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

PRESIDENT : M&Co Promotion, société par actions simplifiée au capital de 1.000 €, située 8 rue des Trente-Six Ponts - 31400 TOULOUSE (830 388 054 R.C.S. TOULOUSE), représentée par M PARTNERS, elle-même représentée par Monsieur Rudy SECCO.

IMMATRICULATION : au R.C.S. de TOULOUSE.

Pour avis.

G2100247

**TOUTES
LES SEMAINES
VOTRE JOURNAL
POUR
1€ seulement**

C.M.B.

Société par actions simplifiée
au capital de 500,00 Euros
Siège social : 3 Bd de Strasbourg
31000 TOULOUSE

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seings privés en date à TOULOUSE du 12 octobre 2021, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

FORME : Société par actions simplifiée.

DÉNOMINATION : C.M.B.

SIÈGE : 3 Bd de Strasbourg - 31000 TOULOUSE.

DURÉE : 99 ans à compter de son immatriculation au R.C.S. de TOULOUSE.

CAPITAL : 500,00 Euros.

OBJET : La société a pour objet l'exploitation de tous fonds de commerce de travaux de menuiserie métallique et serrurerie, charpente, couverture bardage.

EXERCICE DU DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions. Clause d'agrément en cas de cession à des tiers et droit de préemption en tout cas à des tiers ou associés.

PRESIDENT : Monsieur NOWAK Jakub, demeurant 3 rue Joachim du Bellay, Bâtiment 1 Apt 59 - Toulouse (31100) nommé pour une durée indéterminée.

Pour avis.

G2100356



SCP NOTAIRES D'OC

SCI SOFLI

Avis de constitution

Suivant acte reçu par Maître Bruno BERTRAND, Notaire associé à TOULOUSE (31500) 2 place Auguste ALBERT, le 8 octobre 2021 a été constituée une société civile immobilière ayant les caractéristiques suivantes :

DÉNOMINATION : SCI SOFLI.

Siège social MONTRABE (31850), 9 lotissement le Valvert.

DURÉE : 99 ans.

CAPITAL : Deux cents euros (200,00 €).

OBJET : Acquisition, apport, propriété, mise en valeur, construction, l'administration, location et vente de tous biens et droits immobiliers.

Les cessions de parts, sont soumises à l'agrément des associés à l'unanimité.

GÉRANTS : Monsieur Roland SANTIN, demeurant à MONTRABE (31850) et Madame Lila BERKANE, demeurant à MONTRABE (31850) 9 lotissement le Valvert.

La société sera immatriculée au

Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE.

Pour avis : Le Notaire.

G2100257

**PENSEZ
À FAIRE PUBLIER
VOTRE ANNONCE
PARTOUT EN FRANCE**



M & Co 85

Avis de constitution

Par acte sous seing privé en date du 15 septembre 2021, est constituée la Société présentant les caractéristiques suivantes :

DÉNOMINATION : M & Co 85.

FORME : Société par actions simplifiée.

CAPITAL : 1.000 €.

SIÈGE : 8 rue des Trente-Six Ponts - 31400 TOULOUSE.

OBJET : La société a pour objet la gestion de programmes de promotion immobilière, recherche foncière, montage d'opérations et suivi des travaux, financement et commercialisation, l'activité de lotisseur, achat et vente de tous biens immobiliers tels que terrains, immeubles, etc. et plus généralement toutes activités de marchand de biens.

DURÉE : 99 années.

ADMISSION AUX ASSEMBLÉES ET DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions. Chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

PRESIDENT : M&Co Promotion, société par actions simplifiée au capital de 1.000 €, située 8 rue des Trente-Six Ponts - 31400 TOULOUSE (830 388 054 R.C.S. TOULOUSE), représentée par M PARTNERS, elle-même représentée par Monsieur Rudy SECCO.

IMMATRICULATION : au R.C.S. de TOULOUSE.

Pour avis.

G2100249

MODIFICATION DE STATUTS

Soft & technique informatique

Rectificatif à l'annonce n°G2100051 parue le 4 octobre 2021, il fallait lire «Assemblée générale extraordinaire» et non «Assemblée générale ordinaire». Mention sera faite au R.C.S. de TOULOUSE.

Pour avis.

G2100246

LA PANETIERE DU LAURAGAIS

Société à responsabilité limitée

transformée

au capital de 19.056,13 Euros

Siège social :

179 rue de la République

31290 VILLEFRANCHE DE LAURAGAIS

R.C.S. : Toulouse 349 713 768

L'AGE du 30/09/2021 a décidé la transformation de la Société en société par actions simplifiée à compter du 30/09/2021, sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la Société. Son siège, sa durée, son objet social, sa dénomination et les dates d'ouverture et de clôture de son exercice social sont inchangés. Le capital reste à 19.056,13 €. Admission aux assemblées et droit de vote : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions. Chaque associé a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions. Transmission des actions : Cession d'actions, sauf entre associés, soumise à l'agrément préalable des associés.

M. Jean-Luc BEDEL, Gérant, demeurant Lotissement LE CORDET 6 Chemin Vente Farine 31290 VILLEFRANCHE DE LAURAGAIS a donc cessé ses fonctions et a été nommé Président. Mention sera faite au RCS de TOULOUSE.

Pour avis : Le président.

G2100258

ROOX STUDIO

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire en date du 08/09, il a été décidé de transférer le siège social Rook Studio R.C.S. 899 795 249 capital social 1.500 €, du 38 Rue Gabriel Peri au 19 Place de la Bourse - 31000 TOULOUSE, à compter du 20/09.

G2100266

Toutes les annonces légales de votre département sur www.actulegales.fr

Haute-Garonne

EARL LES ALIOTS

EARL LES ALIOTS. Au capital de 50.000 €. 31260 FIGAROL. R.C.S. TOULOUSE n°383 906 419. Par décision du 20/12/2020 à effet de ce jour, il a été décidé de proroger la durée de la société : ANCIEN : 30 ans / NOUVEAU : 99 ans. G2100040

MANDICOURT THIBAUT

MANDICOURT THIBAUT. SARL à associé unique au capital de 5.000 €, siège social : 16 rue Raymond Kopa - 31270 CUGNAUX, 791 120 710 R.C.S. TOULOUSE. Aux termes du PV de l'AGE du 01/10/2021, il résulte que : Le siège social a été transféré au 12 route de Muret - 31600 SAUBENS à compter du 01/10/2021. L'article 4 «SIÈGE SOCIAL» des statuts a été modifié en conséquence. Mention sera faite au R.C.S. de TOULOUSE. G2100043

EARL RAYMOND

EARL RAYMOND. Capital de 60.790 €. 11 rue de la Poste - 31410 SAINT SULPICE SUR LEZE. RCS TOULOUSE 339957243. Par AGE du 01/09/2021 à effet de cette date, il a été porté différentes modifications : FORME/DENOMINATION : ancien : EARL RAYMOND - nouveau : SCEA RAYMOND. GERANCE : partant : Josiane RAYMOND - nouveau : Patrick RAYMOND. G2100095

SA POLYMEM

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale mixte du 26 juin 2021, de la SA POLYMEM, société anonyme à conseil d'administration, au capital de 175.070 €, 3 rue de l'Industrie, Zone de Vic - 31320 CASTANET TOLOSAN, R.C.S. 410 795 223, il résulte :

- que Messieurs Franc SAUX et Philippe APTEL ont démissionnés de leur mandat d'administrateurs ;
- que Messieurs Tony HUNT, né le 8 mars 1964 à Roscommon (Irlande), sis 56 Dwight Street, Apt1, Boston Ma 02118, de nationalité Irlandaise et Américaine et James R. BYLUND, né le 11 décembre 1962 à Pennsylvania, Etats-Unis, sis 18 Covered Bridge Lane, Wayland, MA 01778, de nationalité Américaine, ont été nommés administrateurs ;
- qu'une refonte totale des statuts a été faite sans modification des éléments d'identification et de capital de la société.

Pour avis.

G2100188

ISATIS

Société par actions simplifiée au capital de 1.000 Euros
Siège social :
2 rue Claude Bourgelat
31100 TOULOUSE
Toulouse 532 827 151

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 1^{er} avril 2021, il a été décidé de transférer le siège social de la S.A.S. «ISATIS» à compter du 1^{er} avril 2021 : ANCIENNE MENTION : 2 rue Claude Bourgelat - 31100 TOULOUSE. NOUVELLE MENTION : 379 route de Seysses - 31100 TOULOUSE. G2100223

G.L.A. NETTOYAGE

Société par actions simplifiée au capital de 7.622,46 Euros
Siège social :
80 rue Nicolas Louis Vauquelin
31100 TOULOUSE
R.C.S. Toulouse 402 410 179

Par décision du 22/09/2021, l'associée unique a décidé de transférer le siège social 80 rue Nicolas Louis Vauquelin - 31100 TOULOUSE, au 7 rue Louis Courtois de Viçose - 31100 TOULOUSE, à compter du 01/10/2021 et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

Pour avis : Le président.

G2100278

SARL L.O.T

Société par actions simplifiée
Capital : 7.000 Euros
Siège :
10 rue des Arts - 31000 TOULOUSE
479 971 491 R.C.S. Toulouse

L'AGO du 03/09/2021 a nommé la société KEEP LEARNING FRENCH représentée M. Karim KHENISSI, société par actions simplifiée au capital de 10.000 € dont le siège social est situé 1 place Niki de Saint-Phalle à MONTPELLIER (34070) et immatriculée au R.C.S. MONTPELLIER n° 841 915 697, président, en remplacement de Mme Ursula NADJAR née STORCK, à la suite de sa démission, à compter du 03/09/2020. A été nommé également, en tant que directeur général, M. Marc LAVIGNE DELVILLE demeurant au 8 avenue Lepic - 34070 MONTPELLIER, à compter du 03/09/2020. G2100269

LABORATOIRE NICESMILES

S.A.R.L. au capital de 1.000 Euros
Siège social : 2 rue Claude Bourgelat
31100 TOULOUSE
R.C.S. Toulouse 532 062 288

Le 29 avril 2021 l'associé unique de la société à responsabilité limitée LABORATOIRE NICESMILES a décidé :

- de transférer le siège social du 2 rue Claude Bourgelat - 31100 TOULOUSE au 379 route de Seysses - TOULOUSE 31100 à compter du 01 mai 2021 ;
- que, en application des dispositions de l'article L.223-42 du code de commerce, il n'y avait pas lieu à dissolution de la société malgré un actif net inférieur à la moitié du capital social.

Le dépôt légal sera effectué au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE. G2100273



HCA

SARL au capital de 60.446 Euros
Siège social : 18 rue Lespes
31300 TOULOUSE
R.C.S. Toulouse 851 104 596

Aux termes du procès verbal de décision de l'associé unique en date du 22.06.2020 et du 22.07.2020, le capital social a été réduit d'une somme de 57.946 €, pour être ramené de 60.446 € à 2.500 € par rachat et annulation de 57.946 parts sociales. La modification des statuts appelle la publication des mentions antérieurement publiées et relatives au capital social suivantes : ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL : ANCIENNE MENTION : « Le capital social est fixé à la somme de soixante mille quatre cent quarante six (60.446) € ». NOUVELLE MENTION : « Le capital social est fixé à la somme de deux mille cinq cents (2.500) € ». G2100271

TRAVAUX MACHADO

Société à responsabilité limitée au capital de 1.000 Euros
Siège social : 2 bis chemin de la Fontaine
31180 CASTELMAUROU
821 465 986 R.C.S. Toulouse

Aux termes de la décision de l'associé unique du 12 octobre 2021, il résulte que :

Le siège social a été transféré au 47 chemin de Fontaynes - 31620 BOULOC, à compter du 01 octobre 2021.

L'article «Siège social» des statuts a été modifié en conséquence.

Mention sera faite au R.C.S. de TOULOUSE.

Pour avis.

G2100299

EWOLIS

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire en date du 09/09, il a été décidé de transférer le siège social EWOLIS R.C.S. 801 080 110 capital social 5.500 €, du 33 rue Lancefoc - 31000 TOULOUSE, au 19 Place de la Bourse - 31000 TOULOUSE, à compter du 20/09. G2100272

BET FELIX

SAS au capital de 5.000 Euros
13 rue de l'action toulousaine - 31400 TOULOUSE
538461302 R.C.S. Toulouse

Aux termes d'une délibération de l'AGO en date du 17/11/2020, il résulte que :

- Mme Delphine FELIX, demeurant 24 rue Louis Vitet - 31400 TOULOUSE a été nommée en qualité de présidente en remplacement de Mr Bernard FELIX, suite à son décès. Cette nomination a mis fin à son mandat de directrice générale, sans remplacement.
- L'article 37 des statuts a été modifié en conséquence en supprimant la mention du nom de l'ancien président et de l'ancienne directrice générale.

Pour avis : Le président.

G2100279

TRSO

SAS au capital de 231.781,35 Euros
Siège social :
4 rue Brindejoc des Moulinais
ZAC de la Grande Plaine
31500 TOULOUSE
329 208 532 R.C.S. Toulouse

Suite aux décisions de l'associé unique en date du 6 septembre 2021 il résulte que Georges de VOISINSLAVERNIERE demeurant 4 rue Bellenot - 92700 COLOMBES, a été nommé en qualité de nouveau membre du conseil d'administration.

Pour avis : Le président.

G2100286



PRICENS

CABINET D'AVOCATS
3 rue Brindejoc des Moulinais
31500 TOULOUSE

ELASTICMAP

Société par actions simplifiée au capital de 70.000 Euros
Siège social : 14 rue Aristote
31400 TOULOUSE
R.C.S. Toulouse 849656791

Aux termes d'une délibération en date du 21/09/2021, l'AG mixte des associés :

- A nommé Monsieur Nicolas DALMON, demeurant 13 rue Aristote - 31400 TOULOUSE en qualité de président de la société ELASTICMAP, sans limitation de durée, en remplacement de Monsieur Guillaume ARLANDES, démissionnaire.

- A décidé de modifier la dénomination sociale de la société à compter de ce jour qui devient GEOFT au lieu de ELASTICMAP . G2100293

SARL CANILLO

Additif aux annonces parues les 26 juillet 2021 sous le numéro 8792 et 4 octobre 2021 sous le numéro 8802 concernant la modification du gérant de la SARL CANILLO, dont le siège social est à TOULOUSE, (31000), 35 rue des 7 Troubadours, R.C.S. TOULOUSE 301 985 164. Il y a lieu de rectifier comme suit : Madame Jessica DARRIEUTORT, demeurant à TOULOUSE, (31000), 32 Port Saint Etienne. G2100362



SOCIÉTÉ D'AVOCATS RAVINA-THULLIEZ-RAVINA & ASSOCIÉS

10 boulevard d'Arcole, B.P. 31532
31015 TOULOUSE CEDEX 6

CASAT SPORT

SAS au capital de 8 000 Euros
Siège social : Lieudit
«SUPERBAGNERES»
31110 SAINT AVENTIN
R.C.S. Toulouse 420 714 370

Aux termes d'une assemblée générale du 11 octobre 2021, il a été confirmé la démission de Madame Dominique RIVIERE de sa qualité de présidente et de Madame Julie PRADEM de sa qualité de directrice générale. En conséquence Madame Julie PRADEM, née BACQUÉ, demeurant Centre Village à CIER DE LUCHON (31110), a été nommé en qualité de présidente pour une durée indéterminée. Cette désignation est mise en œuvre à compter du 11 octobre 2021.

R.C.S. de TOULOUSE.

Pour avis.

G2100304



SOCIÉTÉ D'AVOCATS RAVINA-THULLIEZ-RAVINA & ASSOCIÉS

10 boulevard d'Arcole, B.P. 31532
31015 TOULOUSE CEDEX 6

LIDE

Société à responsabilité limitée au capital de 16.000 Euros
Siège social :
21 rue des Puits Clos
31000 TOULOUSE
514 495 159 R.C.S. Toulouse

Aux termes d'une délibération en date du 8 octobre 2021, l'assemblée générale extraordinaire a décidé d'étendre l'objet social à «l'exploitation de commerces de décoration, de fleurs, objets cadeaux, papeterie, épicerie fine, équipements de la maison, équipement de la personne».

et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

R.C.S. de TOULOUSE.

Pour avis.

G2100320

HUIT OCTOBRE

EXPERT COMPTABLE

OBR

Société par actions simplifiée au capital de 1.000 Euros
Siège social :
16 place Olivier - 31300 TOULOUSE
878 399 450 R.C.S. Toulouse

Aux termes du procès-verbal des décisions en date du 24 septembre 2021, l'associée unique a pris acte de la démission de M. Antoine Tanachian de ses fonctions de directeur général, à compter du 24 septembre 2021, minuit.

Mention sera faite au R.C.S. : TOULOUSE.

G2100322

POURSUITE D'ACTIVITÉ



OBR

Société par actions simplifiée au capital de 1.000 Euros
Siège social :
16 Place Olivier - 31300 TOULOUSE
878 399 450 R.C.S. Toulouse

Aux termes des décisions de l'associée unique du 11 octobre 2021, l'associée unique statuant conformément à l'article L 225-248 du code de commerce, a décidé de ne pas dissoudre la société.

Mention sera faite au R.C.S. : TOULOUSE. G2100328

DISSOLUTION

DE SOCIETE

ALMA B.T.P.

SAS en liquidation au capital de 100 Euros
Siège social :
9 route de Lasbordres
31130 FLOURENS (Haute Garonne)
884 835 547 R.C.S. Toulouse

D'un procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 30/09/2021, l'assemblée a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 30/09/2021 suivi de sa mise en liquidation.

A été désigné en qualité de liquidateur, M. Mohamed ABBACH, demeurant à TOULOUSE (Haute Garonne) 18 chemin de Bordeblanche, avec les pouvoirs les plus étendus pour terminer les opérations de liquidation. Le siège de la liquidation est fixé chez Mme Anne LUEGER 2 rue Edmond Rostand Apt 65 31130 BALMA. Dépôt au RCS de TOULOUSE.

Pour insertion.

G2100263

AS 2C

SAS au capital de 1.000 Euros
9 chemin du Moulin Bleu Hameau de Louise
31550 GAILLAC TOULZA
SIRET : 851 758 516

L'A.G.E. du 31/07/2021, a décidé de la dissolution anticipée de la société à compter de ce jour.

LIQUIDATEUR : M. Julien AMARDEILH, 9 chemin du Moulin Bleu Hameau de Louise - 31550 GAILLAC TOULZA.

Le siège de la liquidation est fixé au siège social.

Mention au R.C.S. de TOULOUSE. G2100300

4 TROUBADOURS

Rectificatif de l'annonce légale N°G2100088 du 4 octobre 2021, il faut lire l'adresse du liquidateur : GARCIA Raymond 4 rue des Troubadours - 31270 CUGNAUX.

Pour avis : Le liquidateur.

G2100311

5 TROUBADOURS

Rectificatif de l'annonce légale n°G2100089 du 4 octobre 2021, il faut lire l'adresse du liquidateur : GARCIA Raymond, 4 rue des Troubadours - 31270 CUGNAUX.

Pour avis : Le liquidateur.

G2100317

Lexan Avocats
Société d'avocats
ZIRST II - 55 rue Blaise Pascal - 38330
MONTBONNOT SAINT MARTIN

DELO

Société par actions simplifiée au capital de 8.000 Euros
Siège social : 10 boulevard des Pyrénées - 31170 TOURNEFEUILLE
492 708 482 R.C.S. Toulouse

La société ALTUMA S.A., société anonyme de droit luxembourgeois, dont le siège social est situé 20 A rue de Strasbourg - L-2560 LUXEMBOURG, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LUXEMBOURG sous le numéro B 97407, agissant en qualité d'actionnaire unique de la société DELO, a décidé, en date du 24 septembre 2021, de procéder à la dissolution de la société, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 alinéa 3 du code civil.

Les créanciers sociaux disposent d'un droit d'opposition à exercer dans les trente (30) jours de la présente publication.

Les oppositions devront être présentées devant le tribunal de commerce du lieu du siège social de la société.

Le dépôt légal sera effectué au greffe du tribunal de commerce de TOULOUSE.

Le lieu où la correspondance pourra être reçue est : 10 boulevard des Pyrénées - 31170 TOURNEFEUILLE.

Pour avis : Le président.

G2100282

ENT.BOUAZIZI SASU

SASU au capital de 1.000 Euros
Siège social : 4 rue du calvados
31200 TOULOUSE
R.C.S. : B 848772166

L'assemblée générale extraordinaire du 30 septembre 2021 a décidé la dissolution anticipée de la société à compter de ce jour.

L'assemblée nomme en qualité de liquidateur de la société Mr BOUAZIZI Hafedh et fixe le siège de la liquidation à son domicile (4 rue du calvados - 31200 TOULOUSE).

Pour avis : Le Liquidateur.

G2100285

6 TROUBADOURS

Rectificatif de l'annonce légale N°G2100090 du 4 octobre 2021, il faut lire l'adresse du liquidateur : GARCIA Raymond, 4 rue des Troubadours - 31270 CUGNAUX.

Pour avis : Le liquidateur.

G2100319

WICAP NEOLYS

SAS à capital variable de 100 Euros
Siège social :
3 avenue Didier Daurat
31400 TOULOUSE
819 626 821 RCS Toulouse

Suite à l'AGE du 13 juillet 2021, il a été prononcé la dissolution anticipée de la société. L'assemblée a nommé la société WISEED sise 2 rue Jean Giono - 31130 Balma - 504 355 520 RCS TOULOUSE, en qualité de liquidateur. Le siège de liquidation est fixé au siège social et pour la correspondance au 2 rue Jean Giono - 31130 Balma. Mention au RCS de Toulouse. G2100323

WICAP COCOLICO

SAS à capital variable de 100 Euros
Siège social :
3 avenue Didier Daurat
31400 TOULOUSE
811 790 286 RCS Toulouse

Suite à l'AG Mixte du 12 juillet 2021, il a été prononcé la dissolution anticipée de la société. L'assemblée a nommé la société WISEED sise 2 rue Jean Giono - 31130 Balma - 504 355 520 RCS TOULOUSE, en qualité de liquidateur. Le siège de liquidation est fixé au siège social et pour la correspondance au 2 rue Jean Giono - 31130 Balma. Mention au RCS de Toulouse. G2100325

Toutes les annonces légales de votre département sur www.actulegales.fr

Haute-Garonne / Tarn-et-Garonne

CUGNAUX L. 3

Rectificatif de l'annonce légale n°g2100111 du 4 octobre 2021, il faut lire l'adresse du liquidateur : GARCIA Raymond 4 rue des Troubadours - 31270 CUGNAUX.

Pour avis : Le liquidateur.
G2100342

CUGNAUX L. 2

Rectificatif de l'annonce légale n°g2100112 du 4 octobre 2021, il faut lire l'adresse du liquidateur : GARCIA Raymond 4 rue des Troubadours - 31270 CUGNAUX.

Pour avis : Le liquidateur.
G2100343

LES BOURDETTES

Rectificatif de l'annonce légale n°g2100114 du 4 octobre 2021, il faut lire l'adresse du liquidateur : GARCIA Raymond 4 rue des Troubadours - 31270 CUGNAUX.

Pour avis : Le liquidateur.
G2100344

MURET

Rectificatif de l'annonce légale n°g2100110 du 4 octobre 2021, il faut lire l'adresse du liquidateur : GARCIA Raymond 4 rue des Troubadours - 31270 CUGNAUX.

Pour avis : Le liquidateur.
G2100346

L. CASTANET

Rectificatif de l'annonce légale n°g2100113 du 4 octobre 2021, il faut lire l'adresse du liquidateur : GARCIA Raymond 4 rue des Troubadours - 31270 CUGNAUX.

Pour avis : Le liquidateur.
G2100347

CLOTURE

DE LIQUIDATION



PRICENS

CABINET D'AVOCATS
3 rue Brindejonc des Moulinais
31500 TOULOUSE

NASYJU

SAS en liquidation
au capital de 1.500 euros
Siège social : Z.A. le Château d'eau,
impasse Timbal - 31340 VACQUIERS
R.C.S. Toulouse 531.819.274

Aux termes d'une décision en date du 30/12/2020, la collectivité des associés, consultée par écrit, a approuvé les comptes définitifs de liquidation, déchargé Monsieur Christophe FERNET de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée.

Les comptes de liquidation seront déposés au R.C.S de TOULOUSE.
G2100305

WICAP NEOLYS

SAS à capital variable de 100 euros
Siège social :
3 avenue Didier Daurat
31400 TOULOUSE
819 626 821 RCS Toulouse

Suite à l'AGE du 8 septembre 2021, il a été approuvé les comptes de liquidation au 31/07/2021, donné quitus au liquidateur et prononcé la clôture de liquidation.

Radiation au RCS de Toulouse.
G2100324

WICAP COCOLICO

SAS à capital variable de 100 euros
Siège social :
3 avenue Didier Daurat
31400 TOULOUSE
811 790 286 RCS Toulouse

Suite à l'AGE du 8 septembre 2021, il a été approuvé les comptes de liquidation au 31/07/2021, donné quitus au liquidateur et prononcé la clôture de liquidation.

Radiation au RCS de Toulouse.
G2100326

CHANGEMENT DE
REGIME MATRIMONIALM.LACARRERE/
MME CAUSSEAvis de changement de
régime matrimonial

M. Bertrand Thierry Michel LACARRERE, né à SAINT GAUDENS (31800), le 28 août 1960 et Mme Angéline, Juliette, Simone CAUSSE, née à CASTRES (81100), le 29 septembre 1974, demeurant à MONTASTRUC DE SALIES (31160), 840 route des Pommiers, mariés sans contrat sous le régime légal de la communauté d'acquêts à MONTASTRUC DE SALIES (31160) le 3 août 2013.

Ont modifié leur régime matrimonial et adopté le régime de la séparation de biens tel qu'il résulte des articles 1536 à 1543 du code civil, suivant acte reçu par Me JAUREGUBERRY, Notaire à ASPET, le 08 octobre 2021.

Les oppositions pourront être faites dans un délai de trois mois et devront être notifiées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte d'huissier de justice à Me Nicolas JAUREGUBERRY, Notaire à rue André Bouéry BP 19.

En cas d'opposition, les époux peuvent demander l'homologation du changement de régime matrimonial à M. le juge aux affaires familiales du tribunal judiciaire compétent.

Me Nicolas JAUREGUBERRY,
Notaire.

G2100256

AVIS DIVERS

MME PAULETTE
LABIESSEAvis de saisine de légataire
universel - Délai d'opposition

Par testament olographe en date du 3 avril 2003, Mme Paulette Clémentine LABIESSE, demeurant à TOULOUSE (31200), 29 chemin de la Garonne, née à ALBY SUR CHERAN (74540), le 30 août 1923, veuve de M. Pierre André ESCALMEL, décédée à TOULOUSE (31000), le 27 septembre 2021, a institué un légataire universel.

Ce testament a été déposé au rang des minutes de la SARL «MALBOSC-DAGOT», titulaire d'un Office notarial à la Résidence de TOULOUSE, 6 place Wilson, suivant procès-verbal en date du 12 octobre 2021 dont une copie authentique sera déposée au greffe du tribunal judiciaire de TOULOUSE.

Les oppositions pourront être formées auprès de Maître Olivier MALBOSC-DAGOT, Notaire au sein de la SARL «MALBOSC-DAGOT», sis à TOULOUSE (31000), 6 place Wilson.
Pour avis.

G2100329

MME MARIE JEANNE
SARRIEU

Maître Nicolas JAUREGUBERRY,
Notaire à ASPET (Haute-Garonne) :

Suite au décès le 17 juin 2021 de Madame Marie Jeanne SARRIEU, Maître Christophe NOGUES, notaire à LOURES BAROUSSE (65370), 38 rue Nationale, BP 5, est chargé du règlement de la succession. Il est précisé qu'il existe un testament contenant un legs universel. Les oppositions éventuelles seront reçues en l'étude Maître NOGUES, Notaire sus-nommé.

Pour avis.

G2100337

AVIS

ADMINISTRATIF

TOULOUSE
METROPOLE

Avis d'enquête publique

Commune de TOULOUSE

Déclassement, du domaine
public métropolitain,
des emprises parking
et voiries situées rue de
Kiev, dans le quartier de la
Reynerie à TOULOUSE, et
dans l'assiette foncière des
futurs îlots de construction
10 et 10 bis

Du mercredi 3 novembre 2021 à 8h30 au vendredi 19 novembre 2021 inclus à 18h.

OBJET DE L'ENQUÊTE : Une enquête publique est ouverte, sur le territoire de la commune de TOULOUSE en vue du déclassement, du Domaine Public Métropolitain, des emprises parking et voiries situées rue de Kiev dans le quartier de la Reynerie à TOULOUSE et dans l'assiette foncière des futurs îlots de construction 10 et 10 bis.

DURÉE DE L'ENQUÊTE : L'enquête se déroulera pendant 17 jours entiers et consécutifs, du mercredi 3 novembre 2021 à 8h30 au vendredi 19 novembre 2021 inclus à 18h. Lieux, jours et heures où le public pourra consulter le dossier d'enquête et présenter ses observations : Le dossier d'enquête publique restera déposé, pendant toute la durée de l'enquête :

- au siège de TOULOUSE Métropole, 6 rue René Leduc - 31505 TOULOUSE (Métro ligne A - station Marengo) de 8h30 à 17h du lundi au vendredi ;
- à la maison de la citoyenneté ouest, située 1 place Conchita Ramos - 31100 TOULOUSE (Métro ligne A - entre les stations Reynerie et Mirail U) de 8h30 à 18h du lundi au vendredi ;
- sur le site internet suivant : <http://www.toulouse-metropole.fr/je-participe/enquetes-publiques>

Chacun pourra en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture au public. Les observations éventuelles pourront être :

- soit consignées sur le registre à jour et heures habituels d'ouverture de la maison de la citoyenneté ouest et du siège de TOULOUSE Métropole précités ;
- soit adressées par écrit, pendant la même période, à la commissaire enquêtrice, à l'adresse suivante : maison de la citoyenneté ouest, située 1 place Conchita Ramos - 31100 TOULOUSE ;
- soit à l'adresse mail suivante : operations.foncieres@toulouse-metropole.fr, en précisant l'objet de l'enquête : déclassement d'emprises foncières rue de Kiev dans le quartier de la Reynerie ;
- soit présentées directement à la commissaire enquêtrice, Madame Jeanne Marie CARDON qui assurera, dans le bureau situé dans la maison de la citoyenneté ouest, située 1 place Conchita Ramos - 31100 TOULOUSE, les permanences suivantes :

- le mercredi 3 novembre 2021 de 15h à 18h ;
- le jeudi 18 novembre 2021 de 9h à 12h.

Lieu où, à l'issue de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions de la commissaire enquêtrice : A l'issue de l'enquête, la commissaire enquêtrice établira un rapport relatant le déroulement de l'enquête et donnera son avis sur le déclassement projeté dans un délai qui ne peut excéder un mois. Une copie du rapport et des conclusions de la commissaire enquêtrice pourra être communiquée à toute personne qui en formulera la demande à TOULOUSE Métropole : Direction de l'habitat et des opérations foncières - 6 rue René Leduc - BP 35821 - 31505 TOULOUSE CEDEX 5, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

DÉCISIONS ADOPTÉES À L'ISSUE DE L'ENQUÊTE : Au terme de l'enquête et suite à la remise du rapport et des conclusions de la commissaire enquêtrice, Toulouse Métropole se prononcera, par délibération, sur le déclassement des emprises concernées.

Si les conclusions de la commissaire enquêtrice sont défavorables, le déclassement pourra intervenir par délibération motivée de l'instance délibérante de Toulouse Métropole.
G2100255

Tarn-et-
Garonne

CONSTITUTION

DE SOCIETE

HOLDING
HYPERMIND

Suivant acte sous seing privé en date du 13 octobre 2021, il a été constitué une société par actions simplifiée ayant pour :

DÉNOMINATION : HOLDING HYPERMIND.

CAPITAL SOCIAL : 676.600 €.

SIÈGE SOCIAL : Le Moulin de la Lere - 82150 SAINT BEAUZEIL.

OBJET : La prise de participation au capital de toute société créée ou à créer et la gestion de porte-feuilles de valeurs mobilières et titres avec notamment vocation de promouvoir et d'aider à la réalisation de leurs objectifs économiques par la réalisation de toutes prestations de services spécifiques.

Durée : 99 années.

Président : M. Maurice BALICK, demeurant Le Moulin de la Lere - 82150 SAINT BEAUZEIL.

Directeur général : M. Emile SERVAN SCHREIBER, demeurant 7 boulevard Arago - 75013 PARIS.

La société sera immatriculée au R.C.S. de MONTAUBAN.

Le président.

G2100360

ESINFO

Avis de constitution

Avis est donné de la constitution d'une société présentant les caractéristiques suivantes :

DÉNOMINATION : ESINFO.

FORME : Société à responsabilité limitée.

CAPITAL : 2.000,00 €.

SIÈGE SOCIAL : 578 rue du Stade - 82700 FINHAN.

OBJET : Conseil en management des systèmes d'informations, audit, élaboration de plans d'amélioration, management de la transition, direction et chefferie de projet, management d'équipe, accompagnement au changement, coaching, formation et veille technologique, la vente ou la location de logiciel, matériel informatique, téléphonie, domotique, IOT ainsi que l'assistance, la maintenance, le développement, la formation et la sécurité liés à ces outils.

DURÉE : 99 années.

GERANCE : Monsieur NAVARRO Frédéric, demeurant 578 rue du Stade - 82700 FINHAN.

IMMATRICULATION : au R.C.S. de MONTAUBAN.

Pour avis.

G2100234

L'UNIVERS

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé établi à NEGREPELISSE en date du 1^{er} octobre 2021, il a été constituée une société civile immobilière présentant les caractéristiques suivantes :

DÉNOMINATION : L'UNIVERS.

SIÈGE SOCIAL : 630 chemin des Gardios, NEGREPELISSE (Tarn et Garonne).

OBJET : Acquisition, location et gestion immobilière.

DURÉE : 50 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

CAPITAL : 1.000 €.

GERANCE : - Monsieur Yannick MICHELETTI, demeurant 630 chemin des Gardios, NEGREPELISSE (Tarn et Garonne).

AGREMENT DES CESSIIONS : Les parts sociales sont librement cessibles entre associés et entre conjoints, ascendants ou descendants, même si le conjoint, l'ascendant ou le descendant cessionnaire n'est pas associé.

Elles ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou à titre gratuit, à des personnes autres que celles visées ci-dessus, qu'avec le consentement de la majorité des associés, représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

IMMATRICULATION : Au Registre du Commerce et des Sociétés de MONTAUBAN.

Pour avis : Le gérant.

G2100370

MODIFICATION

DE STATUTS

SOCIETE CIVILE
IMMOBILIERE FAINE

Société civile immobilière
Capital : 15.244,90 euros
CAYLUS (82160) - Rue du Long
R.C.S. Montauban 334 613 692

Suite au décès de M. Jacques FAINE en date du 30/12/2016, gérant associé de la SCI FAINE et suivant l'assemblée générale extraordinaire en date du 10 septembre 2021 il a été constaté :

- un changement de gérant :

Gérant sortant : M. Jacques FAINE, demeurant à TALENCE (33400), 4 rue Mirabeau

Cogérant : Mme GHESQUIERE Paulette épouse FAINE, demeurant à TALENCE (33400), 4 rue Mirabeau.

M. FAINE Xavier, demeurant à CAYLUS (82160), les Espiémonts.

- Un changement de siège social :

ANCIENNE ADRESSE : Rue du Long - 82160 CAYLUS.

NOUVELLE ADRESSE : Les Espiémonts - 82160 CAYLUS.

Pour insertion.

G2100327

MM LAFAYETTE
DES ALLÉES

SARL au capital de 2.000 euros
Siège social : 1500 avenue de Cos
82000 MONTAUBAN
R.C.S. Montauban 849 270 293

Aux termes d'une délibération en date du 28/09/2021, la collectivité des associés a pris acte de la démission de Mme Valérie DAZIRON TAUPIAC de ses fonctions de cogérante à compter du 28/09/2021 et a décidé de ne pas procéder à son remplacement.
G2100301

POURSUITE D'ACTIVITE

AUDIO CASTEL

Société à responsabilité limitée
au capital de 1.000 euros
Siège social :
19 rue Antonin Delzers
82100 CASTELSARRASIN
832 536 577 R.C.S. Montauban

Aux termes du procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 15 septembre 2021 : L'assemblée générale extraordinaire, statuant conformément à l'article L 223-42 du code de commerce, a décidé de ne pas dissoudre la société. Mention sera faite au R.C.S. de MONTAUBAN.

Pour avis.

G2100283

DISSOLUTION

DE SOCIETE

LOBI

Société civile immobilière
au capital de 15.244,90 euros
Siège social : Guillemot - 82210 Merles
423 980 200 R.C.S. Montauban

Le 14/10/2021, les associés ont décidé de la dissolution anticipée de la société à compter de ce jour. Eric LORIDAN liquidateur, demeurant Guillemot - 82210 Merles a été nommé liquidateur. Le siège de liquidation a été fixé Guillemot - 82210 Merles.
G2100292

CLOTURE

DE LIQUIDATION

SCI LOBI

Société civile immobilière en liquidation
Capital social 15.244,90 euros
Siège social et de liquidation :
Guillemot - 82210 Merles
423 980 200 R.C.S. Montauban

Le 14/10/2021, les associés ont approuvé les comptes de liquidation, ont déchargé le liquidateur de son mandat, lui ont donné quitus de sa gestion et ont constaté la clôture de la liquidation à compter de ce jour. La société sera radiée au R.C.S. de Montauban.
G2100291

CLOTURE POUR

INSUFFISANCE D'ACTIF

Le Tribunal de Commerce de Montauban, par jugement du 12/10/2021 a prononcé la clôture pour insuffisance d'actifs des opérations de liquidation judiciaire de : Dénomination :

TP BORDURES ET
DALLAGES 82

Nom : TP BORDURES ET DALLAGES 82 (SARL)
Forme - capital : Société à responsabilité limitée - 7 000,00 €
Adresse : 3 rue Jean-Michel Caradec
Adresse : 82000 MONTAUBAN
R.C.S. MONTAUBAN B 529 412 942
2011 B 14

Si non inscrit au RCS : 529 412 942
Activité : Bâtiment travaux publics maçonnerie
Jugement initial : 19/03/2019
Le Greffier : Me CRAPOULET.
G2100363

Le Tribunal de Commerce de Montauban, par jugement du 05/10/2021 a prononcé la clôture pour insuffisance d'actifs des opérations de liquidation judiciaire de : Nom :

MORENO Erika, Cristina
née VITOR

Forme - capital : 0,00
Adresse : 53 avenue Gambetta
Adresse : 82000 MONTAUBAN
R.C.S. MONTAUBAN A 830 719 944
2017 A 557

Si non inscrit au R.C.S. : 830 719 944
Activité : Mise en relation client et professionnel, gestion commerciale des contrats, importation d'équipement divers et formation
Jugement initial : 09/06/2020
Le Greffier : Me CRAPOULET.
G2100364

Le Tribunal de Commerce de Montauban, par jugement du 05/10/2021 a prononcé la clôture pour insuffisance d'actifs des opérations de liquidation judiciaire de : Dénomination :

BOUCHERIE GAUDION

Nom : BOUCHERIE GAUDION (SARL)
Forme - capital : Société à responsabilité limitée 2 000,00
Adresse : 11 rue du
1^{er} Bataillon de Choc
Adresse : 82000 Montauban
R.C.S. MONTAUBAN B 813 727 377
2015 B 472

Si non inscrit au RCS : 813 727 377
Activité : Prise de participation dans toutes sociétés, prestations de services de toutes natures
Jugement initial : 06/04/2021
Le Greffier : Me CRAPOULET
G2100365

Le Tribunal de Commerce de Montauban, par jugement du 12/10/2021 a prononcé la clôture pour insuffisance d'actifs des opérations de liquidation judiciaire de : Dénomination :

CARROSSERIE DURAND

Nom : CARROSSERIE DURAND (SARL)
Forme - capital : Société à responsabilité limitée 1 000,00
Adresse : 1016, Route du Moutet
Adresse : 82210 Saint-Nicolas-de-la-Grave
R.C.S. MONTAUBAN B 825 303 043
2017 B 60

Si non inscrit au RCS : 825 303 043
Activité : Carrosserie, peinture, achat, vente de véhicules d'occasion
Jugement initial : 13/04/2021
Le Greffier : Me CRAPOULET
G2100366

NOUVEAU SITE

Retrouvez l'intégralité de votre journal et plus encore sur

www.gazette-du-midi.fr



MARDI 26 OCTOBRE A 10H & 14H

Suite contentieux bancaires BOYER, CHAMPETIER SARL, LASSALLE

Pour tous renseignements, merci de contacter :

- Gaël MONSINJON au 06.98.01.16.60
- Serge CLAUSEN au 06.88.27.28.71

Inscription obligatoire**ENCHÈRESVOMAT**
MATÉRIELS D'OCCASION**PASS SANITAIRE EXIGE**

ZI Tavernie - 31150 Bruguières - France

- Frais de vente à la charge de l'acquéreur : 13 % HT
- Vente faite en HT
- Commissaires-Priseurs habilités : Eric PRIM - Serge CLAUSEN - Gaël MONSINJON
- N°Agrément : 2007-635

Expositions :

- Lundi 25 octobre de 14 h 30 à 17 h 30
- Mardi 26 octobre à partir de 8 h

En raison des mesures sanitaires :

- Port du masque obligatoire
- Respect des gestes barrière
- Distanciation physique

400 LOTS

- Inscription avec dépôt de chèque obligatoire
- Paiement par virement bancaire
- Enlèvement **EXCLUSIVEMENT** sur rendez vous
- Aucun enlèvement le jour de la vente

2018**6x4 IVECO STRALIS X-WAY 360**
Polybenne MARREL AL20**2001****MERCEDES ATEGO 817**
Porte voiture**20 unités**
Camions citerne, ambulances, utilitaires**2014****RENAULT D 7.5 180**
Caisse + hayon rabattable**2017****MERCEDES ACTROS 1846**
Tracteur routier**60 UTILITAIRES LEGERS**
à la requête d'ENEDIS**2017****GROUPE VERENE M 13**
Remorque Food truck**2000****MAN T48 PN 18L**
6X4 Benne**2016****CATERPILLAR 336 FL**
Pelle sur chenilles**2016****CATERPILLAR 972 M**
Chargeuse sur pneus articulée**330h****2020****DOOSAN DX 235 LCR**
Pelle sur chenilles**2017****JCB HYDRADIG 110**
Pelle sur pneus**2017****CLAAS JAGUAR 840**
Ensileuse**2013****CLAAS ROLLANT 340 (760)**
Presse à balles rondes**2019****MATCO CE 200 V**
Machine à projeter**Equipements de chantier et outillage****Bungalow, abris de chantier, mât d'éclairage, 16 remorques, cuves, tranches, BRH, foreuses, tarrières etc....****ENCHÈRESVOMAT**
MATÉRIELS D'OCCASIONLISTE DÉTAILLÉE SUR NOTRE SITE :
www.encheresvo.com **05.62.22.28.22**



**VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES MARDI 26 OCTOBRE
À 09H30 & 14H00**

BROCANTE

09H30

BIBELOTS (sur table) et TABLEAUX

14H00

OBJETS DE VITRINE et MOBILIER

MESURES DE PRECAUTION : COVID-19

VENTE EN PRESENTIEL - Port du masque obligatoire - Distanciation (1 m entre chaque personne)

Paiement par CB, espèces jusqu'à 1000 € ou virement bancaire

EXPOSITION PUBLIQUE :
LUNDI 5 OCTOBRE
DE 13H30 À 17H00

PHOTOS VISIBLES SUR
WWW.INTERENCHERES.COM/31004
WWW.MARCLABARBE.COM

LIEU DE VENTE :
92 CHEMIN DE LA FLAMBÈRE
31300 TOULOUSE

Hôtel des ventes Saint Aubin
3 Boulevard Michelet BP 559 31034 Toulouse CEDEX 6
Tel : 05 61 23 58 78 - Fax : 05 62 27 29 28 - contact@marclabarbe.com

Commissaire-Preneur Habilité - Agrément n°2002/279 - TVA/CEE FR6544270824400011 - Siret n°44270824400011
Commissaire-Preneur Judiciaire - TVA/CEE FR2040165297900014 - Siret n°40165297900014



**VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES REPORTÉE
JEUDI 28 OCTOBRE
À 14H00
(INITIALEMENT PRÉVUE LE 19/10/21)**

(vente suite à LJ / SOCIETE D'EXPLOITATION DE CONCESSIONS DE GRANDES MARQUES)

ROBES DE MARIÉE

MESURES DE PRECAUTION : COVID-19

VENTE EN PRESENTIEL - Port du masque obligatoire - Distanciation (1 m entre chaque personne)

Paiement par CB, espèces jusqu'à 1000 € ou virement bancaire

EXPOSITION PUBLIQUE :
UNE DEMI-HEURE
AVANT LA VENTE

PHOTOS VISIBLES SUR
WWW.INTERENCHERES.COM/31004
WWW.MARCLABARBE.COM

LIEU DE VENTE :
9 PLACE SALENGRO
31000 TOULOUSE

Hôtel des ventes Saint Aubin
3 Boulevard Michelet BP 559 31034 Toulouse CEDEX 6
Tel : 05 61 23 58 78 - Fax : 05 62 27 29 28 - contact@marclabarbe.com

Commissaire-Preneur Habilité - Agrément n°2002/279 - TVA/CEE FR6544270824400011 - Siret n°44270824400011
Commissaire-Preneur Judiciaire - TVA/CEE FR2040165297900014 - Siret n°40165297900014

ABONNEZ-VOUS !

➔ 52 NUMÉROS DE LA GAZETTE DU MIDI

+ VERSION NUMÉRIQUE

À partir de **35€***



NOS OFFRES D'ABONNEMENT

Je m'abonne pour **1 an au prix de 35 €***
*(*offre valable uniquement avec prélèvement automatique, par tacite reconduction annuelle sauf avis contraire de votre part 1 mois avant la date d'échéance de votre abonnement (joindre un RIB))*

Je m'abonne pour 1 an au prix de 40 €**

Je m'abonne pour 2 ans au prix de 75 €**

Je m'abonne pour 3 ans au prix de 110 €**
*(**Virement - Mandat - CB - Chèque à l'ordre de La Gazette du Midi)*

Offres valables jusqu'au 31/12/2021

BULLETIN D'ABONNEMENT À RETOURNER À :

La Gazette du Midi - Service Abonnement
48 allée Jean Jaurès, 31100 Toulouse
Tél. 05 34 41 88 01 - Fax 05 61 63 16 15
abonnement.gazm@forumeco.com - www.gazette-du-midi.fr

Conformément à la loi informatique et liberté du 06/01/78 (art.27), vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant. Par notre intermédiaire, vous pouvez recevoir des propositions commerciales d'autres entreprises. Dans le cas contraire, merci de nous contacter.

Société : _____

M. Mme Mlle

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal, Ville : _____

Tél. : _____ Fax : _____

E-mail : _____

Activité : _____

RCS : _____ Code APE : _____

Signature : _____



Actualité

ZONES DE MONTAGNE : LES PNEUS HIVER OBLIGATOIRES

Ceux qui circulent en hiver dans les zones de montagne n'ont pas une conscience précise des risques encourus en conduisant sur la neige ou le verglas. Un constat qui ressort de l'enquête menée par le syndicat des professionnels du pneu. Seulement 10 % estiment que les conditions climatiques rendent la conduite difficile. D'autant plus de plus de 40 % jugent les mauvaises conditions « occasionnelles » et près de la moitié « très exceptionnelles ». Dans les départements concernés par la loi Montagne, seulement 14 % de ceux qui y habitent déclarent rencontrer des conditions dégradées par la neige et le verglas. Par voie de conséquence, 57 % jugent être en sécurité dans leur véhicule et 60 % ne pas être découragés et renoncer à prendre la route. Cela alors que la moitié de ces téméraires ne disposent pas d'un équipement pneumatique spécifique. Des chiffres à nuancer car dans les zones montagneuses, plus d'un tiers des véhicules disposent de pneus adaptés contre seulement 26 % à l'échelon national.

L'utilisation de pneus hiver ou quatre saisons est cependant de plus en plus perçue comme une solution pertinente. 60 % des personnes sondées les estiment utiles, en particulier les plus jeunes, c'est le cas de 78 % des conducteurs de moins de 25 ans contre seulement 47 % des plus de 65 ans.

Convaincus ou pas de l'utilité d'équiper leurs véhicules d'un monte pneumatique adaptée, les automobilistes ainsi que les conducteurs de véhicules utilitaires, poids lourds et cars devront respecter la loi qui s'appliquera à partir du 1er novembre et imposera dans 48 départements (totalement ou partiellement) des pneus hiver ou quatre saisons ou de disposer de chaînes ou « chaussettes ». Ce sont principalement les zones de montagne qui sont concernées mais pas exclusivement, les axes de circulation où la nouvelle loi s'appliquera étant définis par les préfets concernés. Ces routes seront matérialisées par des panneaux indicateurs. Au niveau national, la moitié des automobilistes n'ont jamais entendu parler de ces nouvelles obligations. Un pourcentage réduit à un tiers dans les départements de haute montagne. Si la mesure est jugée positivement à 88 %, les automobilistes déplorent devoir mettre la main au portefeuille une fois de plus.

D. M.



PIXABAY

46 COMMUNES EN HAUTE-GARONNE

Étienne Guyot, préfet de la région Occitanie, préfet de la Haute-Garonne, a fixé par arrêté la liste des communes où les usagers devront détenir des chaînes dans leur coffre ou équiper leurs véhicules de pneus hiver en période hivernale. Cette obligation s'applique donc aux 46 communes suivantes, du 1^{er} novembre au 31 mars: Antignac, Argut-Dessous, Artigue, Bachos, Bagnères-de-Luchon, Baren, Benque-Dessous-et-Dessus, Bezins-Garraux, Billière, Binos, Bourgd'Oueil, Boutx, Burgalays, Castillon-de-Laboust, Cathervielle, Caubous, Cazaril-Laspènes, Cazaux-Layrisse, Cazeaux-de-Larboust, Cier-de-Luchon, Cirès, Garin, Gouaux-de-Larboust, Gouaux-de-Luchon, Guran, Herran, Jurvielle, Juzet-de-Luchon, Lège, Mayrègne, Melles, Montauban-de-Luchon, Moustajon, Oô, Portet-d'Aspet, Portet-de-Luchon, Poubeau, Razecueillé, Sacourvielle, Saint-Aventin, Saint-Mamet, Saint-Paul-d'Oueil, Salles-et-Pratviel, Signac, Sode, Trébons-de-Luchon.

La RN125, la RD125, jusqu'au PR 20+413, sont exclues du périmètre d'obligation.

Essai. Le SUV à succès coréen se renouvelle esthétiquement, qualitativement et sur le plan technologique avec un choix de multiples motorisations essence et diesel hybrides.

Kia Sportage : une nouvelle dimension



L'emblématique calandre « tiger nose » (nez de tigre) prend de l'ampleur.

« Le nouveau Sportage a été spécialement conçu, développé et optimisé pour l'Europe avec pour ambition de repousser les limites et d'établir de nouvelles références sur le segment des SUV : Jason Jeong, le président de Kia Europe, ne fait pas mystère des ambitions de la marque coréenne pour son modèle phare, celui par lequel Kia a conquis les marchés réputés les plus exigeants. Ce n'est pas la première Kia à faire cas de sa volonté de satisfaire les clients du Vieux continent. C'est même un des leitmotifs du constructeur comme s'il avait encore besoin de démontrer sa légitimité alors que c'est chose faite depuis une bonne décennie. Aujourd'hui, les acheteurs ne sont plus seulement attirés par la garantie de sept ans, toujours d'actualité, ni par un rapport prix-équipement attractif mais bien parce que les Kia soutiennent la comparaison avec leurs rivales européennes.

Avec la nouvelle génération du Sportage, modèle né il y a 28 ans mais exclusivement dédié au marché européen pour la

toute première fois, Kia s'affirme sans le moindre complexe. Esthétiquement d'abord – un des points forts des précédents Sportage – avec une face avant agressive lui assurant de ne pas passer inaperçu. Un design fort avec la fameuse calandre « tiger nose » qu'on peine à reconnaître en version maxi, encadrée avec des feux de jour à LED en forme de boomerang et d'optiques en losange. « Forte présence sur la route », avance le constructeur, impossible de le contredire. Le style de la partie arrière, de profil comme de dos avec une ligne de toit – noir en option – soulignée d'un jonc chromé est à l'unisson. Une finition GT-Line permet de peaufiner le style.

À bord, tout change également. La planche de bord en particulier avec une dalle numérique constituée de deux écrans de grande taille (12,3 pouces chacun) pour les instruments d'une part et les fonctions d'info-divertissement dotés des derniers systèmes de connectivité d'autre part. Si le noir reste la couleur dominante, l'impression de qualité générale est évidente avec des maté-

riaux d'aspect valorisants et un soin apporté aux détails de finition. Visuellement, la progression est évidente et la présentation réussie.

Tout en restant dans des dimensions compactes (4,51 m de long, 1,86 m de large), le Sportage propose un empattement de 2,68 m avec selon le constructeur un espace réservé aux passagers arrière parmi les tout meilleurs de la catégorie. C'est aussi le cas du volume du coffre qui fait un bond en avant par rapport à l'ancienne version, frôlant les 500 litres (un gain de 20 %) en configuration 5 places avec un maximum de 1 780 l.

L'HYBRIDE SOUS TOUTES SES FORMES

Élaboré sur la nouvelle plateforme N3, partagée par son cousin Hyundai, le Sportage propose un choix étendu de motorisations essence et diesel avec de multiples possibilités d'hybridation, l'ensemble de la gamme étant électrifiée selon la terminologie en vigueur.

À commencer par le Sportage hybride rechargeable, le plus élaboré de la famille. Il associe le 1,6 l turbo T-GDI, pilier de la gamme essence, à un bloc électrique à aimant permanent pour une puissance combinée de 265 ch. Le pack de batterie lithium-ion polymère de 13,8 kWh lui assure une cinquantaine de kilomètres en mode 100 % électrique. Le tout est proposé avec une transmission intégrale en série.

On retrouve ce même 1,6 l T-GDI de 180 ch avec un bloc électrique de 60 ch (230 ch en combiné) et une batterie 1,49 kWh pour une version full

hybride classique, disponible en deux et quatre roues motrices. Troisième proposition en essence avec le nouveau 1,6 l disposant d'une micro-hybridation (MHEV) 48 V qui limite les émissions et la consommation tout en donnant un petit coup de pouce lors des phases de démarrage et d'accélération.

Last but not least, on peut également opter pour un diesel hybride, une possibilité rare sur le marché. Le 1,6 l turbo-diesel Kia de 136 ch peut bénéficier d'une hybridation légère PHEV qui optimise le rendement énergétique et limite les émissions. Il existe également en variante exclusivement diesel, en deux ou quatre roues motrices. Le tout avec selon les motorisations essence ou diesel avec des transmissions manuelles à six ou automatiques à sept rapports. Un choix très étendu rarement proposé.

Différents modes de conduite sont au programme, dont certains adaptés aux escapades hors bitume, de même que de multiples aides à la conduite dont un régulateur de vitesse adaptatif couplé à la navigation, un freinage d'urgence avec une aide au stationnement intelligente commandée à distance en restant à l'extérieur de son Sportage, un dispositif réservé à de rares modèles haut de gamme pour le moment.

Le tout – faut-il encore insister sur le sujet – avec la garantie de sept ans transmissible en cas de revente. Cela reste un atout et renseigne si besoin était sur la confiance du constructeur dans la fiabilité de ses modèles en général et du Sportage en particulier.

D. M.

moteur



La présentation intérieure suggère un haut niveau de qualité et de technologie embarquée.

Cirque. La 34^e édition de Circa prendra ses quartiers à Auch du 21 et 30 octobre. Au programme, 91 représentations et 23 spectacles dans 15 lieux différents.

Auch fait son cirque

Revenez-vous de tous les passionnés de cirque (artistes, professionnels, bénévoles, simples curieux, pratiquants, pédagogues), le festival Circa célèbre le cirque à Auch du 21 au 30 octobre. Pour cette 34^e édition, qui sera ponctuée de 91 représentations et de 23 spectacles dans 15 lieux, tous les styles vont à nouveau se côtoyer avec des spectacles véritables « moments de plaisir à partager » aux côtés de formes plus « inclassables ». Venez découvrir entre autres : *A simple space*, *Les hauts plateaux*, *Ziguilé*, *080* ou encore *Time to Tell*, des créations qui offrent une vision du cirque toujours renouvelée.

Dans *Ziguilé* d'Émilie Smith et Éric Maufrois, les corps s'expriment, envers et contre tout, dans les jeux insouciantes de l'âge tendre. Mais des échanges innocents aux batailles larvées, il n'y a qu'un pas.

Dans *Simple Space*, les sept acrobates australiens de la Cie Gravity & Other Myths, aussi téméraires que renversants et un musicien repoussent à l'ex-



BRICE ROBERT
Les hauts plateaux.

trême leurs limites physiques pour s'affranchir des lois de la gravité.

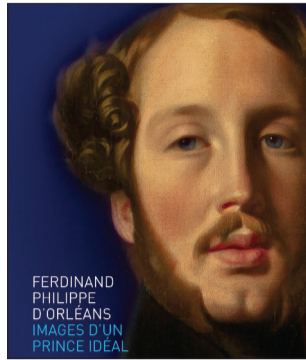
Les hauts plateaux de Mathurin Bolze pour la Cie MPTA, est une scénographie en constante évolution faite de trampolines, de plateaux volants et d'agrès en suspension. Comme un entre-deux-mondes : celui qui épuise ses ressources, que l'on sent s'effondrer, et celui qui pointe sur fond de reconstruction et de résilience.

Avec *080*, la Cie H.M.G. trace avec humour et tendresse, l'histoire d'un être imaginaire

ni femme ni homme, qui n'a ni sexe, ni bouche, qui n'a pas de valeur, pas de frère, pas de sœur, pas d'amis, pas de pudeur. Gestes éloquents, réactions sans filtres, chaque nouvelle expérience est un bouleversement qui nous est raconté par le corps.

À ne pas manquer non plus *Time to tell* de Martin Palisse et David Gauchard, le récit d'une vie d'artiste sous l'emprise d'une maladie génétique « sévère et rare », la mucoviscidose.

www.circa.auch.fr ou au 05 62 61 65 00.



Exposition. À Montauban.

Le prince idéal

Si vous n'avez pas encore déambulé dans les allées du musée Ingres Bourdelles pour découvrir l'exposition *Ferdinand Philippe d'Orléans (1810-1842) images d'un prince idéal*, en collaboration avec le musée du Louvre qui en rassemble des œuvres historiques provenant des plus belles collections publiques et privées, il n'est pas encore trop tard. L'expose clôt le 24 octobre. Pour ceux qui ont envie de la revoir sans pouvoir se déplacer, le musée Ingres Bourdelle propose également une visite virtuelle. Conçue comme un outil de découverte, cette visite rassemble plus de 20 points d'intérêts.

www.museeingresbourdelle.com

Art pictural. La galerie Alain Daudet invite de nouveau l'artiste Bernard Cadène dans ses murs pour sa 140^e exposition.

Peintures vives

Le galeriste toulousain Alain Daudet accueille pour la 11^e fois dans ses murs, l'artiste peintre Bernard Cadène, enfant des terres albigeoises, ancien publicitaire de renom qui, affichera dans son palmarès sa 140^e exposition en France. Ses peintures ont d'ailleurs célébré le 30^e anniversaire de la galerie il y a quatre ans. De nouveau, son travail, qui s'apparente à une véritable explosion de couleurs où chaque coulée de peinture est une invitation à l'imaginaire, est mis en lumière jusqu'au 7 novembre. L'artiste, qui a longtemps oscillé entre l'art musical et l'art pictural, amène le public sur *Les chemins de la liberté*, au travers de toiles remplies de vie et de lumière. Cette expo axée sur les œuvres les plus récentes montre l'évolution de sa peinture, mélange de figuration et d'abstraction. Des œuvres qui expriment sans conteste la

liberté dans tous ses états : liberté de l'homme, liberté chromatique infinie, liberté de l'âme. L'artiste, à l'aube de ses 80 printemps, se définit lui-même comme un peintre contemporain de la couleur.

Vernissage le 14 octobre, à 18h30 en présence de l'artiste. Autres rencontres les 16, 23, 30 octobre et le 6 novembre de 15h30 à 18 heures.

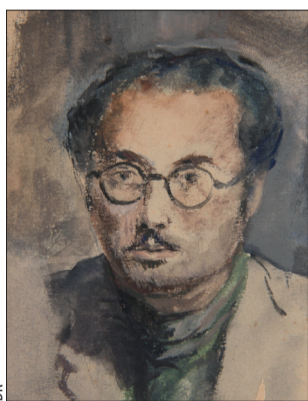


PIERRE MONIÉ
Bernard Cadène expose à la galerie Daudet.

Exposition. Les Abattoirs mettent en perspective l'incroyable destin du psychiatre François Tosquelles qui a écrit les fondements d'une pratique humanisante.

Sur les traces de la déconniatrie

Les Abattoirs, musée - Frac Occitanie Toulouse invitent les spectateurs à découvrir une exposition inédite dévoilant une histoire méconnue qui a fait date dans la psychiatrie au xx^e siècle et ses liens nouveaux avec l'art brut et l'art moderne. C'est ainsi l'histoire de la « La Déconniatrie » qui est mise en lumière, à travers l'incroyable destin du psychiatre François Tosquelles (1912-1994). Il s'installe pendant l'Occupation à Saint-Alban-sur-Limagnole en Lozère, après avoir fui la victoire franquiste après trois années de guerre en Espagne. Dans l'hôpital où il exerce, il fait alors émerger de nouvelles pratiques de soin basées sur l'humanisation, le collectif, le travail et l'activité artistique par les patients, dont les créations circulent au niveau local avant d'être collectionnées par Jean Dubuffet sous l'appellation d'art brut. Aux côtés de son confrère surréaliste, le toulousain Lucien Bonnafé, il reçoit les artistes et écrivains en fuite, en exil ou de passage. En effet,



DK
Portrait de François Tosquelles peint par un prisonnier de Septfonds, auteur anonyme.

cette expérience stimule les intellectuels et artistes de passage et les inspire. Qu'ils y séjournent pour fuir l'occupant nazi ou s'imprégner de l'ambiance particulière des lieux, leur passage donne souvent naissance à de sublimes créations. Paul Éluard y rédige *Souvenirs de la maison des fous* (1946) et Gérard Vulliamy l'illustre – en croquant le portrait de plusieurs pensionnaires. Tristan Tzara écrit *Parler seul* (illustré par Joan Miró et publié en 1948-50). Ainsi,



DK
Tristan Tzara, Joan Miró, *Parler seul.*

dans l'après-guerre se mettent en place les fondements d'une psychiatrie « désaliénante » dite de secteur qui soigne l'institution comme les malades, portée par des activités communes telles que le cinéma, les clubs et les journaux dont le fameux journal interne *Trait d'union*.

Saint-Alban est un incubateur, le lieu de convergence d'hommes de lettres, d'artistes et de médecins comme Lucien Bonnafé, Jean Oury et Roger Gentis, qui travaillent ensem-

ble à une nouvelle expérience de l'exil sous ses diverses formes. Ce qu'ils inventent dépasse bientôt largement les frontières régionales : jusqu'à la clinique de La Borde, dans le Loir-et-Cher et même Blida, en Algérie, des entreprises similaires essaient

À travers le parcours de François Tosquelles, fil rouge de l'exposition, sont ainsi questionnés les rapports entre art, exil et psychiatrie, et la notion de création dans le contexte de l'exclusion, de l'enfermement ou de l'hospitalisation. Il s'agit de conjuguer une histoire de l'art moderne à une histoire de l'art brut et de l'art contemporain, ainsi qu'à celle de la psychiatrie et du décolonialisme.

Le musée accueille la première étape de ce projet d'envergure internationale, qui rassemble plus de 100 œuvres, aussi bien d'art moderne que celles créées par les patients dans l'hôpital, ainsi que des films inédits, des livres, des archives, des photographies...

Jusqu'au 6 mars. www.lesabattoirs.org

Actualités

JAZZ AT LINCOLN CENTER ORCHESTRA À LA HALLE AUX GRAINS, LE JEUDI 21 OCTOBRE



Dans la série de concerts des Grands Interprètes, ne manquez pas à la Halle aux Grains le virtuose Wynton Marsalis, trompettiste renommé qui affiche dans son

palmarès neuf Grammy Awards et une statue au festival de Marciac. Le Louisianais pratique une musique amoureuse de ses origines. Un credo que ce Premier Prix Pulitzer de l'histoire du jazz partage avec son Lincoln Center Orchestra. Le 21 octobre à 20 heures. 05 61 21 09 00. www.grandsinterpretes.com

ANNE-GAËLLE DUVOCHEL PRÉSENTE DANS LA PEAU DE LA PANTHÈRE

Après le succès de son premier spectacle seule en scène, écrit il y a quatre ans, *Blanche Neige règle ses contes*, accueilli au Théâtre du Grand Rond, au Théâtre de la Violette, au Fil à Plomb et dans de nombreux autres lieux en France, l'ex cadre supérieur à la télévision présente son tout nouveau spectacle *Dans la peau de la panthère* au théâtre de la Violette les 21, 22 et 23 octobre. Cette représentation, qui fait vivre au spectateur en live le parcours d'un aventurier du genre qui accomplit la performance de devenir socialement une femme, a eu l'honneur du Festival Off d'Avignon en juillet dernier. Un verbe où se télescopent érudition, doute, humour et tragédie. Réservations au théâtre ou sur billetteredu.com et informations sur www.theatredelaviolette.com

en bref

Paul Nahon. Fondateur d'Intelligence Media Connect, première régie publicitaire indépendante du Sud-Ouest, le sexagénaire est loin d'avoir dit son dernier mot. De nouveaux projets s'offrent à la holding toulousaine qui a pour référence le groupe Figaro ou Marie-Claire.

Un homme d'image discret

Googlez son nom tant que vous voulez, vous n'aurez aucune avalanche d'informations à glaner sur Paul Nahon, au mieux des miettes. Homme discret, faisant sien l'adage « pour vivre heureux, vivons cachés », il est le fondateur, depuis 1989, de la première régie publicitaire indépendante du Sud-Ouest, Intelligence Media Connect – transformée en holding depuis cette année et qui regroupe plusieurs sociétés qu'il a créées dont Puissance 8 et Intelligence Media, le bateau amiral -, laquelle a digitalisé son offre, en complément de produits d'édition et de hors-série: achat programmatique, campagnes display géolocalisées, etc. Parmi ses clients prestigieux figurent le groupe Marie-Claire, LSA, Le Moniteur, L'Usine Nouvelle ou encore le groupe Figaro avec lequel il a notamment renforcé sa collaboration depuis cet hiver. Un développement d'activité qui pourtant n'était pas inscrit sur la feuille de route du dirigeant, grand amateur du Figaro son journal de chevet. « Le groupe avait une bonne dynamique, et vu mon âge, je ne souhaitais pas poursuivre son développement mais nous avons récupéré l'ensemble des éditions régionales du Figaro Magazine en janvier, le supplément hebdomadaire du quotidien, qui représente la première marque média en France et qui a le vent en poupe. Nous travaillons avec le groupe depuis 2017. Le monde des régies publicitaires est tout petit, l'opportunité s'est présentée grâce à nos résultats, notre réseau et notre savoir-faire » La

holding, forte d'une vingtaine de collaborateurs, qui a renforcé ses équipes de trois personnes supplémentaires, vise 4 M€ de CA en 2021, après une année record en 2019, depuis la création d'Intelligence Media. « La recette a pris grâce à plusieurs ingrédients: le marché, les idées, les supports, le savoir-faire et bien entendu, les équipes ».

La pandémie n'aura pas eu raison du groupe, à la fois régisseur de publicité et éditeur de certains titres nationaux ou professionnels comme Marie-Claire ou Entreprise à la Une, un magazine édité depuis 10 ans en partenariat avec la CCI Occitanie. L'entreprise toulousaine a su tirer son épingle du jeu, parvenant, comme bon nombre d'acteurs économiques, à se réinventer au gré des turbulences. « Pour le titre Marie-Claire que nous éditons, nous sommes allés chercher des thèmes que nous n'aurions pas traités en temps normal, notamment le tourisme de proximité et les portraits d'entreprises. On s'est remis en question, et nous avons réfléchi à de nouvelles offres », souligne Paul Nahon. Si pour lui, la pub n'est pas une science exacte, il a su au fil de son parcours, s'adapter aux défis afin de positionner son entreprise comme une référence sur le marché national. Car si à l'origine, le groupe a acquis son savoir-faire dans le print, l'avènement du digital a révolutionné les codes de la publicité. Pour autant, cette (ré) évolution ne pèse que 10 % de l'activité d'Intelligence Media qui se veut résolument tourné vers le papier, car, explique le chef d'entreprise, « nous avons des marques fortes. Néanmoins, la part du digital tend à progresser et nous avons dû nous adapter pour ne pas perdre des marchés. » Craint-il alors que le print continue son déclin, un étiolement accéléré par la Covid? « Il y a une évolution, il ne faut pas se leurrer. Par exemple, le Figaro connaît une forte augmentation des abonnés digitaux au détriment des abonnés papier. S'ajoutent à cela, des difficultés traversées par les kiosques, engendrées par la crise du distributeur Pressstalis qui a, lui-même, été touché de plein fouet par la révolution numérique. Sans compter, désormais les effets de la crise sanitaire qui se sont additionnés. Ainsi, des habitudes se sont créées et ont accéléré le processus. Les titres font cependant tout pour maintenir leur diffusion. On se dirige, certes, vers un nouveau monde mais le print ne va pas disparaître demain. Et à l'instar de la presse féminine dans laquelle les doubles pages mode sont très appréciées, certains grands titres ne

peuvent pas exister de la même façon en format digital qu'en format papier. » Pour autant, le dirigeant ne ferme pas les yeux sur les tendances, bien au contraire. Il ambitionne d'exploiter davantage la vidéo pour des publications, format numéro 1 aujourd'hui sur la toile. « C'est un support qui me tient à cœur. Dans mon parcours, notamment en tant que directeur commercial de TLT, j'ai vu l'attrait magique que pouvait exercer l'audiovisuel sur les gens, quand ils voient une caméra. Si auparavant, ce format était peu usité et relayé, aujourd'hui Internet ouvre le champ des possibles, même si je regrette que les jeunes ne lisent plus », explique celui qui préfère l'ombre à la lumière, caché derrière la caméra.

Pur produit de la publicité, vendeur dans l'âme, le sexagénaire qui n'aime pas s'exposer au grand jour, prend toutefois part au jeu périlleux des questions. Il consent qu'on lui tire le portrait et qu'on rouvre les chapitres de sa vie. Né à Casablanca d'un père comptable au sein de la SNCF et d'une mère au foyer, le troisième de la fratrie rejoint l'Hexagone à neuf ans. Changement de décor. Pour autant, le jeune garçon embrasse une nouvelle aventure à Béziers, où il suit toute sa scolarité « sans sentiment de déracinement. J'ai suivi mes parents, mon père notamment qui rejoignait la SNCF après un long passage à l'ONCF sans me poser de question ». L'enfant plutôt réservé, qui trace la route sur son vélo pendant son temps libre et pratique le tennis de longues années, se tourne vers un bac littéraire, malgré son amour et sa facilité pour les mathématiques. « Toutes les filières scientifiques semblaient par la suite bien plus compliquées », explique celui qui n'a pas emprunté la voie des études. Son bac en poche, le jeune homme, motivé par une forte envie de réussir, fait le choix de suivre des connaissances à Toulouse en 1975, qui lui font rapidement découvrir les rouages de la publicité, un univers grisant. « J'ai travaillé pour eux en tant qu'indépendant pour différents supports. Ils m'ont mis le pied à l'étrier. La formation a été rapide! », se souvient-il. C'est donc par hasard qu'il se retrouve alors professionnel de l'image, notamment celles des autres, et ne refermera jamais la porte. Après une brève incursion dans l'armée et une première expérience qui dure trois ans, le jeune homme nourrit d'autres ambitions et rejoint le groupe Havas pendant deux ans, où il accède au poste de chef de publicité junior. « Ma première mission consistait à visiter les 40 conces-



sionnaires du SO du groupe Volkswagen. Je faisais beaucoup de route, je rencontrais de nombreux chefs d'entreprise. J'étudiais avec eux les moyens de communication, je les conseillais sur une communication locale, ce qui fut très formateur. En parallèle, je cherchais de nouveaux clients, et c'était fascinant de jouer un rôle central entre le pôle média, les clients, le directeur artistique, etc. » Lorsque le groupe change de braquet, le jeune homme décide, lui, de changer d'air. « Avant de connaître les décisions d'Havas, j'avais eu vent des ambitions du groupe Hachette Filipacchi qui avait en vue de lancer les éditions régionales de Télé 7 Jours. J'ai rencontré Jean Feldman, l'éditeur du magazine Vital. Nous nous sommes plu et c'est cette rencontre qui a fait de moi l'homme que je suis devenu. C'est là que je me suis construit. » L'aventure durera 10 ans, passant successivement du poste de commercial, à celui de directeur de la publicité et enfin de directeur régional. Parmi ses missions, il reprend aussi les éditions de Elle, et lance celles de Paris Match. Fort de ces succès, d'autres opportunités frappent à sa porte. Pierre Lapray lui propose de s'associer pour lancer les éditions régionales du Point et de Marie Claire. Un nouveau chapitre s'ouvre, cette fois entrepreneurial, en binôme. Paul Nahon endosse le costume de chef d'entreprise dont il rêvait parfois enfant, avec l'envie chevillée au corps de construire quelque chose, mais sans jusqu'alors forcer le destin. Cette chance intervient tandis que l'univers de la publicité est à son

apogée. « À l'époque, il faut reconnaître que la publicité avait pour vocation de choquer, de marquer les esprits avec un humour prononcé. Aujourd'hui, tout est devenu plus policé, à l'image des humoristes, on s'amuse moins, et les publicités ont au final une fonction informative. Souvenez-vous de la campagne Myriam, pour l'afficheur Avenir qui avait pour slogan "Avenir, l'afficheur qui tient ses promesses". » C'était en 1981, sur des affiches en grand format, dans la Capitale et six villes de province, une jeune femme annonçait: « Le 2 septembre, j'enlève le haut. » Chose faite. Puis: « Le 4 septembre, j'enlève le bas ». Un message culotté qui incarne l'audace de l'annonceur et l'avènement d'un phénomène culturel: le teasing.

Le professionnel pointe une autre évolution: la publicité ne fait plus rêver les jeunes générations. « À une époque, la pub faisait rêver avec des campagnes mythiques. Les agences avaient une vraie place sur le plan créatif, sur le conseil, avec des achats d'espace, mais depuis la loi Sapin, il y a une vraie remise en question des agences qui ont perdu leur « image », ce qui a entraîné des baisses de recrutements. » Le modèle s'essouffait-il? « Il a changé, et puis culturellement, les chefs d'entreprise français ne sont pas toujours conscients de la bonne manière de communiquer, et d'investir intelligemment dans la communication. Dès que les affaires vont moins bien, c'est forcément ce budget qui trinque. »

En marge des débuts d'Intelligence Media, il se lance dans un autre défi qui est devenu son

fait d'arme. « J'ai une fierté, c'est quand la Générale des eaux, qui était propriétaire de TLT, est venue me chercher. Un de mes amis lyonnais Philippe Vorburger, leur a dit: "vous avez un problème à Toulouse, j'ai votre solution, Paul Nahon". Ils m'ont confié la direction de la régie publicitaire avec pour objectif de multiplier le chiffre d'affaires par trois, ce que j'ai fait! »

Ces trente-deux années passées à endosser, entre autres, le rôle de chef d'orchestre ou encore, « d'homme clé », bien qu'il abhorre ce cliché, ne l'ont pas épuisé. La retraite, il n'y pense pas! De son propre aveu, cet accro au travail ou « workaholic », n'a pas l'intention de lâcher les rênes, même pour évoluer davantage sur les parcours de golf, sa passion, « une école d'humilité ». Il s'amuse d'ailleurs à délivrer cette anecdote: « quand j'étais chez Hachette, je ne prenais que 15 jours de vacances par an, et les trois semaines restantes, je refusais d'être payé. Même chose lors de mon accident de voiture, cloué sur un lit d'hôpital, il me fallait un téléphone pour m'occuper de mes affaires. Je ne coupe jamais l'interrupteur. » Sa vie, ce sont ses affaires, bien qu'il délègue aujourd'hui davantage à ses forces vives. Homme passionné, il refuse de tenir d'autres engagements. Comment définit-il sa posture de chef d'entreprise? Ce père de famille de quatre enfants sourit. « Question difficile... je suis paternel et j'écoute. Je défends mes idées et j'essaie d'apporter une vision à l'entreprise ». Son mantra? « Là où il y a une volonté, il y a un chemin. »

JENNIFER LEGERON

1955

Naissance à Casablanca

1973

Obtient un bac littéraire

1976

Intègre le groupe Havas

1978

Rejoint le groupe Hachette Filipacchi pour 10 ans et en devient le directeur régional de la publicité

1989

Création d'Intelligence Media, première régie publicitaire indépendante du Sud-Ouest

1992

Deviens directeur commercial de TLT

2021

Création de la holding Intelligence Media Connect